

RADA IVEKOVIC

**DE LA NATION A LA PARTITION, PAR
LA PARTITION A LA NATION:
QUELQUES PROBLEMES THEORIQUES
PAR QUELQUES LIVRES**

Rada Ivekovic est maitre de conférences à l'Université de Paris-8. Dernières publications: *Orients: critique de la raison postmoderne*, Paris, Noel Blandin, 1992; *Benares. Ein Essay aus Indien*, Graz, Literaturverlag Droschl, 1993 (*Benarès. Un essay d'Inde*, Paris, L'Harmattan, 2001); *La Balcanizzazione della ragione*, Rome, Manifestolibri, 1995; *Le sexe de la Philosophie. Jean François Lyotard et le féminin*, Paris, L'Harmattan, 1997; *Autopsia dei Balcani. Saggio di psico-politica*, Milan, Raffaello Cortina, 1999; *From Gender to Nation*, Ravenna, Longo Editore, 2002.

DE LA NATION À LA PARTITION, PAR LA PARTITION À LA NATION: QUELQUES PROBLÈMES THÉORIQUES PAR QUELQUES LIVRES

Il est imprudent de vaincre. Jean-François Lyotard, dans J.-F. Lyotard et Jean-Loup Thébaud, *Au juste*, Paris, Bourgois, 1979, p. 78.

A ceux que la domination prive de posséder, ne restera bientôt que la consolation d'appartenir. L'appartenance est le subterfuge au moyen de quoi la domination convaincra bientôt tous ceux auxquels il ne reste rien que ce rien est ce qu'ils ont inaliénablement en propre: le sang (pur), le nom (propre), la terre (patrie). Michel Surya, *De la domination*, Tours, Farrago, 2000, p. 41.

La nation étant par définition inachevée, elle a tendance à vouloir se compléter pour se rendre adéquate à sa propre promesse¹. Mais ceci risque de porter à une fragmentation ultérieure sans que celle-ci soit pour autant une fatalité. La partition, une fois déclanchée, semble être interminable.

Y aurait-il un paradigme des partitions? Pour des pays colonisés, les partitions ont commencé à l'époque de l'occupation, lorsque l'on déposséda les autochtones de leur terre. Cet état de choses a été maintenu jusqu'au moment des mouvements nationalistes et les libérations par lesquelles de nouvelles frontières arbitraires vinrent s'ajouter à la géométrie coloniale et découper par une législation supplémentaire et postcoloniale des territoires anciennement perméables et autrement organisés. En Amérique Latine, les conflits sont encore en grande partie ceux des partitions imposées par la conquista (la question des terres des indigènes), qui menèrent à l'extermination d'une partie des populations et à l'*apartheid* raciste – autre type de partitions *de facto*. Des "comptoirs" coloniaux en Asie et ailleurs séparèrent des peuples, des familles, des villes, coupèrent des voies de communication, en installèrent de nouvelles. Cartographie instable. Le résultat en sont des sociétés scindées, où les revendications de justice peuvent aujourd'hui prendre la forme d'intégrismes tribaux ou religieux par replis identitaires avec de fortes tendances totalitaires. Les demandes d'autonomie se font à force de constructions culturalistes et imaginaires, mais les mythes de refondation témoignent par eux-mêmes de l'hybridation et du métissage qui ont toujours eu lieu par delà tous les cloisonnements et les fragmentations². Le communautarisme ethnociste ou le nationalisme³, même quand il est une tentative de réponse à l'outrage et un essai de reconstitution

¹ Le discours nationaliste tend à toujours présenter la nation comme une continuité ininterrompue depuis la nuit des temps, paradoxalement jusque dans l'affirmation de la modernité de la nation. La continuité en question se réfère à une "mémoire" culturelle. Voir «Introduction: narrating the nation», in Homi Bhabha (ed.), *Nation and Narration*, Londres-New York, Routledge, 1990. Aussi: H. Bhabha, *The Location of Culture*, Londres-New York, Routledge, 1994.

² "Les contenus de la conscience de l'opprimeur font toujours partie des opprimés, créant une symbiose intriquée et des mélanges idéologiques conflictuels". M.R. Morales, *La articulación de las diferencias o El síndrome de Maximón. Los discursos literarios y políticos del debate interétnico en Guatemala*, Guatemala, Flacso, 1998, p. 222. Et il ajoute en renvoyant à Franz Fanon, que c'est bien pour cela que, dans les nationalismes libérateurs, il n'était guère suffisant de retourner la médaille dans le rapport de domination, mais qu'il fallait qu'il y ait quelque chose en plus (la libération, justement).

³ Qui peuvent renvoyer à l'*apartheid* même quand ils viennent d'un discours "subalterne", y compris de celui des victimes. Les positions subjectales ne sont jamais pures ni imperméables les unes aux autres. Voir aussi Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony & Socialist Strategy. Towards A Radical Democratic Politics*, Londres, Verso, 1985, pp. 128-31.

de la totalité à jamais perdue⁴, renvoie à l'émiettement du nouvel ensemble existant, et dans les cas extrêmes à la sécession⁵.

Il semble important de distinguer au moins entre les partitions de la décolonisation, et celles d'après 1989⁶. "La partition fonctionnait comme une solution pendant la période coloniale parce qu'elle pouvait être acceptée comme le prix de l'indépendance", écrit Radha Kumar ici même⁷. Ce n'est plus le cas des nouvelles partitions. Dans l'exemple de l'ex-Yougoslavie, la partition est apparue comme une issue aux yeux de la communauté internationale faute de mieux. Signalons à ce sujet le livre important de Radha Kumar *Divide and Fall? Bosnia in the Annals of Partition*⁸, qui compare les partitions de différents pays, bien qu'il soit consacré surtout à l'ancienne Yougoslavie et en particulier à la Bosnie-Herzégovine. A l'époque, en effet, des accords de Washington puis de Dayton, le partage pouvait sembler un moindre mal⁹ aux yeux du tiers négociateur, car il a arrêté la guerre et a pu apparaître comme une voie de sortie pour la communauté internationale. Le partage *de facto* n'a résolu aucun des problèmes politiques, et en a ajouté quelques-uns; il empêche la normalisation, les échanges, la reconstruction et doit maintenir la paix par la menace. Le livre montre bien que, plutôt que d'être à l'origine de la violence, le partage ethnique et étatique en est le produit. La diplomatie internationale médiatrice a l'inconvénient de sceller et de fixer les identités dites ethniques et les sujets communautaires nationalistes constitués pendant les hostilités. On ne peut plus être simplement Bosniaque, on ne peut désormais être qu'un Croate (catholique), un Serbe (orthodoxe) ou un Bosnien (musulman) bosniaque, comme on ne peut plus être un Yougoslave trans- ou a-national depuis que l'usurpation du nom par des nationalistes a été admise par la communauté internationale¹⁰.

Tout comme Radha Kumar distingue entre les partitions de la décolonisation et celles de l'après guerre froide, il y aurait peut-être une distinction importante à observer, celle que fait Eric Hobsbawm lorsqu'il situe un partage décisif plus ou moins dans le fascisme: "Le but et la fonction de la vindicte raciale et des pogroms n'étaient pas le génocide [auparavant]. Il a fallu attendre le XXe siècle pour assister à l'élimination de peuples entiers et voir se dévelop-

⁴ En fait, jamais possédée, car il n'y a que le *rêve* d'origine qui préserve le tout, et qui voit la nation comme une communauté d'origine, mais c'est une autre affaire! Jürgen Habermas, *Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2000, p. 108.

⁵ M.R. Morales cite Demetrio Cojtí, un nationaliste maya (qui a entre-temps quelque-peu modéré ses exigences étant devenu ministre): "Nous pensons que [les personnes intéressées à résoudre le «problème des indigènes»] doivent s'orienter, dans la mesure du possible, vers un Guatemala fédération des nations. C'est à dire, que chaque nation tienne son propre gouvernement, son territoire délimité, les mécanismes pour développer sa culture et sa langue, ses lois etc. (...) Il obtiendrait son unité par le consensus et non par la sujétion. [...] Un Etat multinational, qui serait bi-national au plan des Peuples et multi-ethnique au plan des communautés ethniques ou des nationalités". In: *La articulación de las diferencias, o El síndrome de Maximón*, cit., pp. 238, 241.

⁶ A bien des égards, 1989 semble être un tournant important, mais certainement pas quant à la modernité, dont le socialisme a été une forme comme une autre. Pour Jürgen Habermas, 1989 est une *nachholende Revolution*, une "révolution de la récupération". Pour les anticommunistes des pays concernés, elle est carrément une restauration. V. J. Habermas: «What Does Socialism Mean Today? The Revolutions of Recuperation and the Need for New Thinking», in Robin Blackburn (ed.), *After the Fall. The Failure of Communism and the Future of Socialism*, Londres-New York, Verso, 1991. R. Ivekovic, *Autopsia dei Balcani. Saggio di psico-politica*, Raffaello Cortina Editore, Milan, 1999. Krishan Kumar, *From Post-Industrial to Post-Modern Society. New Theories of the Contemporary World*, 1995, (trad. ital. par P. Palminiello: *Le nuove teorie del mondo contemporaneo. Dalla società post-industriale alla società post-moderna*, Einaudi, Turin, 2000). Louis Baeck, *Post-War Development Theories and Practice*, UNESCO-ISSC, 1993.

⁷ R. Kumar, «Settling Partition Hostilities: Lessons Learnt, the Options Ahead», ici-même.

⁸ R. Kumar, *Divide and Fall? Bosnia in the Annals of Partition*, Londres-New York, Verso, 1997. Egalement: «Bosnia in the Annals of Partition. From Divide and Rule to Divide and Quit», in Mushirul Hasan (ed.), *Islam, Communities and the Nation. Muslim Identities in South Asia and Beyond*, Manohar, Delhi, 1998, pp. 425-61. Voir aussi: Milos Minic, *Dogovori u Karadjordjevu o poteli Bosne i Hercegovine*, Sarajevo, RABIC, 1998.

⁹ R. Kumar, *Divide and Fall?*, cit., pp. 1-38. Il fut néanmoins maquillé en intouchabilité des frontières internationales et présenté comme le maintien de l'unité.

¹⁰ Voir aussi R. Kumar, *The Troubled History of Partition*, in «Foreign Affairs», Vol. 76, No. 1, 1997.

per un nationalisme qui, sur un territoire donné, n'accorde des droits civiques et tout simplement le droit à l'existence qu'à un seul groupe ethnique", écrit-il¹¹. Et dans le même texte, il fait le bilan des déchirures: "Où sont les Grecs d'Égypte et du Levant, d'Asie mineure et des côtes de la mer Noire? Disparus depuis la Première guerre mondiale, chassés ou émigrés de régions où ils étaient établis depuis des siècles. Qu'est-il advenu, depuis 1941, des Juifs séfarades en dehors d'Israël? Ils ont été assassinés, chassés de leur pays de naissance ou ont émigré. Depuis 1974, une frontière surveillée par des soldats de l'ONU sépare les Grecs et les Turcs de Chypre qui vivaient auparavant au sein des mêmes villages. Dans les années quatre-vingt, le gouvernement bulgare a contraint ses ressortissants turcs à prendre des noms slaves ou il les a contraint à émigrer. Depuis 1991, il n'y a plus de Yougoslaves. Serbes, Croates et Bosniaques, qui s'épousaient autrefois, désormais se pourchassent et s'entretuent. La même séparation et la même persécution ont lieu au Kosovo. En Grèce, officiellement, il n'y a que des Hellènes et pas de Macédoniens. Jusqu'à une date récente en Turquie, il n'y avait pas de Kurdes, mais des Turcs des montagnes". Et Timothy Garton Ash de se demander à propos des Balkans: "Le plus ou moins sanglant démantèlement de l'ancienne Yougoslavie en États-nations aux majorités ethniques clairement marquées (quel que soit le sens du vocable ethnique dans ce cas) ne représente-t-il pas uniquement une sorte de retard à rattraper par rapport au reste de l'Europe qui a vécu cette situation, d'une façon ou d'une autre, au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle?"¹²

D'autres auteurs, tels qu'Ernest Gellner, pensent que le nationalisme d'aujourd'hui "a été engendré par les conditions modernes" et qu'il est inhérent aux conditions de la vie industrielle moderne. D'après lui, le nationalisme serait aujourd'hui une réaction à la modernisation tout comme l'intégrisme islamiste, les deux phénomènes étant comparables et apparentés¹³. Pour la montée des nationalismes, rien de tel qu'un État qui standardise une culture officielle, rien de tel qu'une volonté étatique chez une nation en devenir et en mal d'État qui se confectionne une culture. Dans l'article mentionné, E. Gellner écrit encore: "Le rôle principal de la culture dans une société agraire est de consolider, d'exprimer et d'internaliser le statut des gens à l'intérieur d'une structure globale stable, celle d'une société extrêmement hiérarchisée. L'identité des gens est étroitement liée à leur position dans la société. La culture renforce et fournit une expression concrète en la rendant visible, donc moins conflictuelle". Dans les sociétés évoluées, ajoute-t-il, il n'y a plus de division entre haute culture et basse culture. C'est la "haute culture", intégratrice, qui prévaut¹⁴. Sous certaines conditions, nous voyons que le nationalisme ou l'intégrisme contribuent à la partition d'États multi-religieux, multi-nationaux ou de ceux qui tout en ne l'étant pas, vont le devenir dans le processus. Ils la créent donc, et en sont le produit à leur tour (étant entendu que la "nation" est une convention qui peut recouvrir toutes sortes de choses)¹⁵.

Plus généralement, les nationalismes sont aujourd'hui le résultat du conflit plutôt que sa cause. Passé le stade de reconfiguration et d'inscription dans une modernité qui redistribue les règles et les acteurs du jeu, ces mouvements extrêmes perdent de leur ardeur, comme le montre Gilles Kepel du *jihad* islamiste: "En 1995, la grande saison du *jihad* est en train de

¹¹ E. Hobsbawm, *Les historiens et les mythes nationaux*, in «La Nouvelle Lettre internationale», No. 14, automne 1999, p. 22.

¹² T. Garton Ash, *La fin du siècle, le début d'un millénaire*, in «La Nouvelle Lettre internationale», No. 14, automne 1999, p. 29.

¹³ E. Gellner, *La religion et le profane*, in «La Nouvelle Lettre internationale», No. 14, automne 1999, pp. 41-51. V. surtout E. Gellner, *Nations et nationalisme*, tr. de l'angl. par B. Pineau, Paris, Payot, 1989 (*Nations and Nationalism*, Oxford, Basil Blackwell, 1983).

¹⁴ *Ibidem*, p. 48.

¹⁵ Il y a au moins quatre conditions au nationalisme moderne, selon Francesco Tuccari: 1) le développement d'une idée de la nation, 2) la crise définitive des sociétés stratifiées de la vieille Europe qui va mener à l'industrialisation, 3) le triomphe des principes de souveraineté populaire et de démocratie (lien structurel entre peuple et nation), et 4) le processus de sécularisation (*La nazione*, Bari, Laterza, 2000, pp. 120-1).

s'achever partout. Sa déconfiture en Bosnie ne sera que le prélude aux fiascos algérien et égyptien, deux ans plus tard"¹⁶. L'épisode islamiste glissa en quelque sorte sur l'événement critique de la guerre de démantèlement de l'ancienne Yougoslavie¹⁷ sans s'y accrocher. Le livre d'Anne Nivat, *Chienné de guerre* illustre bien aussi ce point¹⁸: le rejet de l'islamisme intégriste par une population laïcisée de longue date, prise en étau entre les extrémistes et les Russes, l'indécidabilité d'une guerre d'épuisement interminable. Mais la différence de taille entre l'exemple tchétchène, décrit ici sans contexte historique et politique (de l'"intérieur"), et le précédant, celui de la Bosnie-Herzégovine, consiste en ce que l'Occident ne bougera pas d'un doigt pour le premier alors qu'il a arrêté la guerre en Bosnie – sans toutefois résoudre les problèmes – malgré toutes ses hésitations et erreurs¹⁹.

La partition est elle-même vue par la sociologue Veena Das comme un "événement critique". Un événement critique est, selon elle, celui après lequel quelque chose aura changé dans notre perception, dans notre manière de connaître et dans les modes d'action qui s'en suivront, et nous amènera à redéfinir certaines catégories traditionnelles. Dans son exemple, ces dernières sont "les codes de pureté et d'honneur, la signification du martyr et la construction d'une vie héroïque"²⁰, mais on pourrait en imaginer d'autres. Un événement critique se prête aussi bien à la pensée définitive, à une lecture généalogique réductive de l'histoire, qu'à un décodage ouvert. Il y a le choix, mais la difficulté consiste à s'arracher à sa condition pour en pratiquer une lecture libre et informée non seulement par le fait accompli mais également par les alternatives passées sous silence. Il témoigne aussi d'une certaine reconfiguration sociale, de l'apparition (ou de l'occultation) de nouveaux sujets politiques qu'il faut savoir prendre en compte. Certains de ces nouveaux acteurs n'ont pas pu ou ont choisi de ne pas être *inscrits dans l'histoire* officielle, seule version de l'histoire telle qu'elle fut (les nombreuses femmes "transfuges" lors de la partition du sub-continent), car ce cadre ne pouvait les reconnaître²¹. C'est dans ce sens que des mémoires collectives (ou culturelles) peuvent être la source de divisions et de violence, alors que des mémoires résistantes tentent de s'y soustraire. Dans ces situations, où l'on a souvent recours à des mythes, une "contemporanéité" est établie entre l'événement archétypal du passé et le présent, une identification²².

Ainsi, dans l'effondrement de la Yougoslavie, le recours aux nationalismes qui devait permettre de "compléter" les nations pour les rendre à leurs plénitudes, mit en oeuvre tout un processus d'atomisation infinie²³. Les "nations" se rétrécirent, définirent, ou ramassèrent leur troupes qui désormais s'étaient retrouvées par delà "leurs" frontières. Les "nationali-

¹⁶ G. Kepel, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000, p. 254. Pour une histoire de la guerre en Bosnie-Herzégovine dans le cadre de l'islamisme mondial, voir le chapitre correspondant: "La guerre en Bosnie et le rejet de la greffe du «jihad»". Voir également: Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996.

¹⁷ Une série de conflits dans les années '90 (et plus?) ayant le caractère à la fois de guerre civile et de guerre tout court.

¹⁸ Anne Nivat, *Chienné de guerre*, Paris, Fayard, 2000. V. aussi: Ivan Ivekovic, "Problems of Identity and the Use and Abuse of Religion in Transcaucasia and Yugoslavia", in: Mushirul Hasan (ed.), *Islam, Communities and the Nation. Muslim Identities in South Asia and Beyond*, cit., pp. 461-81.

¹⁹ M. Minic, *Ratovi na Kosovu (1998/1999) i u Ceceniji (1994/1996)*, RABIC, Sarajevo, 2000. Ivan Ivekovic, *A Political Economy of Contemporary Ethnonational Mobilization. Ethnic and Regional Conflicts in Yugoslavia & Transcaucasia*, Ravenna, Longo, 2000.

²⁰ V. Das, *Critical Events. An Anthropological Perspective on Contemporary India*, OUP, Delhi, 1999, p. 6.

²¹ *Ibidem*, p. 9.

²² V. Das, *ibidem*, p. 10. R. Ivekovic, *Autopsia dei Balcani. Saggio di psico-politica*, Cortina, Milan, 1999.

²³ L'été 1993, je lus dans «Novi List», le quotidien de Rijeka, que la commune du bourg de Kastav, qui se trouve à mi-chemin entre Rijeka et Opatija et à 2 km en ligne droite depuis la côte dans la montagne (Croatie) exige un débouché sur la mer Adriatique dans le Golfe de Kvarner. Toutes les frontières étant chamardées, pourquoi pas la ligne en pointillé de la commune? Pourquoi ne pas en profiter et essayer de saisir une part? On imagine le premier hameau en bas de Kastav faire scission par la suite, etc. etc., *ad infinitum*.

tés” se firent “nations”, l'*apartheid* se mit en place dans les Balkans, tous arborèrent leurs ethnicités. Ceux qui ne le voulaient pas y furent contraints. Les ethnies furent alors soutenues dans leurs demandes par la communauté internationale comme si l'autonomie garantissait la démocratie. Les identités ethniques se consolident au moyen et pendant les négociations de paix menées par des tiers, comme le constate Radha Kumar²⁴. Cela n'empêche pas que les divisions puissent être le résultat de convoitises de pouvoir et même d'accords secrets des oligarchies ethnocrates, comme ce fut le cas pour la Bosnie-Herzégovine²⁵. Certaines formes de la démocratie moderne soutenue par les négociateurs introduisent, également, par le biais d'un universel supposé neutre, un concept de “citoyen” qui est loin d'être émancipateur et qui véhicule des contenus identitaires puisqu'il fait passer les individus d'abord par l'ethnie. Nivedita Menon a ainsi pu montrer comment le concept de *sécularisme* (voir plus loin) soutient en Inde le communautarisme (nationalisme) hindou²⁶. Mais l'indépendance s'accommode très bien de l'apartheid, du racisme, de toutes sortes d'oppression, du totalitarisme, et peut parfaitement fonctionner en hégémonie non-démocratique (elle n'est que l'une des formes de l'hégémonie), tout en n'acceptant pas, dans le cas des ethnocraties autarciques, d'en négocier les termes avec les autres. Le communautarisme qui donne lieu à tout cela n'admet pas franchement le caractère ouvert de la société ni même la qualité inachevée de la propre nation, et cherche à prévenir les alternatives en figeant une forme politique non démocratique et une histoire officielle²⁷. Il relie propriété et souci de continuité au principe simple “ma vie, plutôt que celle de l'autre, et pour cela, vivement le pouvoir”, dans la perspective de préservation de l'identique, de la lignée, ou de la domination du même. “La forme de possession la plus radicale, la seule vraiment sûre est la destruction, car seules les choses que nous avons détruites sont à coup sûr et définitivement nôtres”, écrivait Hannah Arendt²⁸. Le cheminement vers un totalitarisme devient alors possible, bien que non nécessaire. Le repli identitaire dans la séparation absolue d'autrui représente la liquidation de la spontanéité dans le seul but de maintenir la continuité avec soi-même²⁹. Cela transforme du même coup la liberté en contrainte à maintenir l'espèce ou le régime. Cette dynamique assassine devient à terme suicidaire. Marie-Claire Caloz-Tschopp écrit: “(...) dans le régime politique du totalitarisme s'il s'agit d'une immortalité, elle est factice dans la mesure où le mouvement est engagé dans la destruction totale, la mort et non la vie”³⁰. On peut en effet relever la tentation totalitaire du principe d'identité et son glissement vers la brutalité nue.

Lorsque le nationalisme, comme ce fut le cas en Inde, et en particulier au Bengale, ne se construisait pas tout à fait comme le modèle européen le dictait, ni même seulement en réponse à lui, la grille d'analyse que nous lui appliquons (l'Etat-nation) empêche d'observer des dimensions importantes. Cela peut rendre incompréhensibles certains mécanismes de constitution de la nation, et évacue comme invisibles des acteurs de la vie politique. Ou bien,

²⁴ R. Kumar, «Settling Partition Hostilities: Lessons Learnt: The Options Ahead», ici-même.

²⁵ M. Mimic, *Dogovori u Karadjordjevu o podeli Bosne i Hercegovine*, cit. L'auteur documente l'accord secret préalable à la guerre, entre Milosevic et Tudjman sur la partition de la Bosnie-Herzégovine au profit d'une grande Serbie et d'une grande Croatie.

²⁶ N. Menon, *State/Gender/Community. Citizenship in Contemporary India*, in: «Economic & Political Weekly», Vol. XXXIII, No. 5, Janvier 31, 1998, pp. 5-6, ff. Voir aussi Amartya Sen, *Laicismo indiano*, A. Massarenti (a cura di), Milan, Feltrinelli, 1998.

²⁷ Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, cit., v. pp. 114-22 sur le concept de “sujet”, et pp. 136-7 sur la “guerre des positions”.

²⁸ *Origines du totalitarisme 2, L'impérialisme*, Paris, Payard, 1982, p. 46, cité par M.-C., Caloz-Tschopp, *Les sans-Etat dans la philosophie d'Hannah Arendt. Les humains superflus, le droit d'avoir des droits et la citoyenneté*, Lausanne, Payot, 2000, p. 130.

²⁹ Le principe d'identité et de maintien de l'identique renvoie à la folle tentative, possible même rétroactivement par la narration, de s'autogénérer. C'est le principe même du régime patriarcal à la base de la nation. R. Ivekovic, *Autopsia dei Balcani. Saggio di psico-politica*, cit., H. Bhabha, «Introduction», in *Nation and Narration*, cit.

³⁰ A propos de H. Arendt, M.-C. Caloz-Tschopp dans *Les sans-Etat dans la philosophie d'Hannah Arendt. Les humains superflus, le droit d'avoir des droits et la citoyenneté*, cit., p. 106.

comme c'est le cas pour la décennie sanglante du démantèlement de la Yougoslavie, cela ne laisse pour protagonistes reconnus que les "ethnies", pour choix politique que la violence "irrationnelle" et "inexplicable", et pour "solution" possible que ce qui a eu lieu et à quoi on a contribué même *a posteriori* par de tels arrêts narratifs, donc une fatalité: la guerre. Pour ne voir dans les partitions que la guerre et l'irrationnel, et non pas aussi l'impossible ou la brutale conformation avec un modèle qui ne correspond en rien à l'état de choses, il faut sans doute avoir d'emblée reconnu le modèle d'Etat-nation comme seule norme. Outre à être mal adapté à certains contextes géo-politiques, le critère de l'Etat-nation arrive à terme même là où il a fait histoire, selon des auteurs tels que Jürgen Habermas. Celui-ci propose en effet le renoncement à l'idée de nation en tant que communauté d'origine, un patriotisme simplement constitutionnel à la place et de grandes intégrations telles que celle de l'Europe post-nationale. Cette dernière se ferait par une constitution européenne (que les jacobins français abominent) et une communauté d'Etats post-nationaux³¹. Outre à être très abstrait, reposant sur un consensus occulté, et à être volontariste, le projet, quoique très "politiquement correct" de Habermas a l'inconvénient d'être à mille lieues de toute expérience politique non-occidentale. Quant à l'inadéquation de la forme Etat-nation, elle a été réitérée au sujet de l'Afrique, et l'Etat multinational a été pour elle prôné comme solution: "L'Etat multinational (...) [p]ostnational, [il] s'articule sur le principe de l'unité dans la diversité. A ce titre, il forme un espace fédérateur des nations, des langues, religions, cultures, terroirs, normes dont l'Etat a pour charge de garantir la survie. (...) La problématique de l'Etat multinational inscrit l'originalité africaine dans la mondialisation, qui est un champ de bataille ouvert au choc frontal des cultures", écrit Mwayila Tshiyembe³². Sa description de l'Etat multinational idéal (qui entretient des idées similaires à celles de Habermas au sujet d'un "humanisme patriotique" volontariste et anticipé, non nationaliste) ressemble fort à l'Inde où, cependant, les nations ne sont pas nommées – et donc n'existent que virtuellement.

Pour d'autres auteurs encore, ce n'est pas l'Etat-nation qui est en crise, mais bien l'Etat plurinational³³. Ne serait-ce pas plutôt que la forme d'Etat est elle-même sous interrogation, étant rarement adéquate à elle-même sous l'angle de la nation? D'après Eric Hobsbawm, "la crise du grand Etat-nation est aussi la crise du petit, qu'il soit ancien ou nouveau"³⁴. Selon lui, la nation perd parmi ses fonctions aujourd'hui surtout celle qui constitue une économie nationale, intégratrice. Elle est, dans les pays post-communistes, renforcée par l'effondrement économique – comme espoir perdu d'un ultime recours. L'Europe – un exemple parmi d'autres – se refait à partir de la fin d'une certaine Europe. L'Europe qui se voudrait elle-même "l'occident de sa propre histoire", comme le souhaite Massimo Cacciari³⁵.

Aujourd'hui on voit bien le coût des vérités prescrites à au moins un exemple, celui des nations américaines: le prix des acteurs omis, qui n'apparaissent ni dans le partage des jeux originaire, ni dans le discours politique³⁶. Tôt ou tard ils demanderont leur compte comme

³¹ J. Habermas, *Après l'Etat-nation*, cit., et J. Habermas, *L'Intégration républicaine. Essai de théorie politique*, Paris, Fayard, 1996.

³² M. Tshiyembe, *L'Afrique face au défi de l'Etat multinational*, in: «Le Monde diplomatique», No. 558, 47^e année, septembre 2000, p. 15.

³³ Yves Lacoste dans *L'Inde et la question nationale*, in «Hérodote», No. 71, 1993, p. 3.

³⁴ E. Hobsbawm, *Nations et nationalismes depuis 1780, Programme, mythe, réalité*, trad. D. Peters, Paris, Gallimard, 1996, p. 237. (*Nations and Nationalism Since 1780*, Cambridge, OUP, 1990). Néanmoins, il considère que l'Etat-nation – même si ses fonctions, surtout économiques, sont réduites – est encore indispensable, pour son rôle social: E. Hobsbawm, *Intervista sul nuovo secolo* (prima edizione mondiale), Antonio Polito (a cura di), Bari, Laterza, 1999, p. 81.

³⁵ M. Cacciari, *Geo-filosofia dell'Europa*, Milan, Adelphi, 1994, p. 157. Sur la *philoxenia* et l'art de se dépasser jusqu'à se découvrir en tant qu'autre, voir le même auteur dans l'un de ses parcours *maritimes*: *Arcipelago*, Milan, Adelphi, 1997.

³⁶ Claudia Dary (compiladora), *La construcción de la nación y la representación ciudadana en México, Guatemala, Perú, Ecuador y Bolivia*, Guatemala, Flasco, 1998.

c'est le cas au Guatemala, et il faudra alors péniblement admettre leurs descendants dans un projet (la nation) qui était conçu sans eux, à condition de devoir complètement le revoir. L'addition pour les Etats-nation qui se mettent en place dans les Balkans à la fin du 20e et au début du 21e siècle est encore à attendre dans l'avenir³⁷. Pour l'Inde, Partha Chatterjee a essayé de tracer la constitution de l'identité collective nationale à des facteurs antérieurs et en tout cas autres que la seule action politique dirigée contre le pouvoir colonial, pivot d'après lequel on l'a reconnue en termes occidentaux. Cela déplace quelques idées reçues et fait passer des identités et des continuités là où l'on n'en voyait pas, parce qu'on a l'habitude de percevoir le subalterne (le colonisé) en discontinuité et en disjonction. Chatterjee a tenté d'identifier les éléments constitutifs de l'identité collective comme elle a été construite par les Indiens, avec ses champs matériel et spirituel³⁸. L'idéologie nationaliste indienne, dit-il encore, construit son enjeu principal, la culture, autour de ces deux axes: la culture matérielle, dans laquelle excellent les colonisateurs, et la culture spirituelle indienne propre, considérée supérieure par les chauvins. Ce n'est que dans la première que les nationalistes proposent de rattraper l'Occident. A part le fait qu'il reprend ainsi, tout en le remaniant, le partage introduit par les Britanniques, ce schéma, selon P. Chatterjee montre que le nationalisme ne s'intéressait pas seulement au pouvoir, mais à toutes les sphères de la vie, et en particulier à la culture, à ce que Sudhir Kakar appelle mémoire culturelle plutôt que mémoire collective³⁹. Ceci est vrai de tous les nationalismes, et reste instrumental, pourrait-on répondre.

C'est aussi ici que se situe un aspect déterminant de cette affaire: il y a une différence marquée dans le degré d'"occidentalisation" par sexes. Cette occidentalisation a un pendant en la familiarité avec l'Etat, et elle est plutôt du ressort des hommes. Les femmes y ont donc un accès moindre, du fait qu'elles sont les "dépositaires" de la culture et plus contraintes par elle⁴⁰. Sans le faire dire à P. Chatterjee, on peut remarquer que la nation est d'emblée une affaire de partage, la partition commençant par les sexes et se cicatrisant par une reconfiguration de l'ordre sexuel. Des cas extrêmes de reconfiguration des rapports entre les sexes sont les divers intégrismes communautaristes, où l'on fait régner un ordre *politique* par la terreur *sexuelle*⁴¹. La nation étant une communauté et le nationalisme un communautarisme, c'est par la redistribution des rôles sexuels que la nation se constitue. Mais surtout, "le programme politique de la création des deux nations de l'Inde et du Pakistan était inscrit sur le corps des femmes" précise Veena Das. En relevant les différents témoignages, elle écrit encore: "Ces cas tendent à montrer que, alors que la pratique des communautés quant au mariage, à l'adoption et au soin des enfants étaient, au niveau de la parenté pratique, suffisamment flexibles pour accommoder une vaste gamme de comportements, la construction plus abstraite de la pureté et de l'honneur de la part de l'Etat soumettait les femmes à un contrôle autrement plus sévère que celui exercé par la famille"⁴².

La logique de la partition veut que l'on arrive à la totalité et à l'adéquation à soi-même par la séparation d'un autre soi, considéré à partir d'un certain moment (là où tout bascule, où la guerre devient possible) comme étranger. On y arrive aussi par le principe d'auto-détermination qui est ambigu car limité par d'autres autonomies éventuelles⁴³. L'identité propre est

³⁷ Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, New York-Oxford, OUP, 1997.

³⁸ Surtout le premier compterait pour la constitution nationale dans le sens occidental, alors que le second, important dans l'autodéfinition, y serait négligé. Partha Chatterjee, *The Nation and Its Fragments: Colonial and Postcolonial Histories*, Princeton, Princeton UP, 1993.

³⁹ S. Kakar, *The Colors of Violence. Cultural Identities, Religion and Conflict*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 1996, pp. 17-8. V. aussi S. Kakar, *National identity, politics and democracy*, in: «Social Science Information Bulletin», Vol. 35, No. 3. Paris, 1996, pp. 447-59.

⁴⁰ P. Chatterjee, «The Nationalist Resolution of the Women's Question», in K. Sangari, S. Vaid (eds.), *Recasting Women. Essays in Indian Colonial History*, New Brunswick (NJ), Rutgers UP, 1990, p. 243.

⁴¹ S. Kakar, *op. cit.*, p. 144.

⁴² *Ibidem*, pp. 56; 81.

⁴³ Immanuel Wallerstein, *After Liberalism*, New York, The New Press, 1995.

alors redéfinie, le corps "étranger" expulsé ou au contraire le corps propre réintégré, la "greffe" est déclarée échec. On efface alors de la mémoire l'histoire commune (plus rapide à éradiquer qu'à construire) maintenant déclarée souffrance, "années sombres" (*godine mraka*, aussi bien en Serbie qu'en Croatie, par exemple, du fait de l'"asservissement aux autres" pendant le régime précédent). Le passé commun est répudié comme oppression dans laquelle "nous" n'étions que les victimes innocentes du vilain autre (et jamais des protagonistes). On réinforce ainsi la non-citoyenneté, le contenu de la citoyenneté étant de toute manière national⁴⁴: au passé, parce que "non libres", et au présent par la passivisation de l'individualité et de l'initiative politique dans l'homogénéisation. Et l'on procède à la reconstitution de tous les rapports au pouvoir, à commencer par la hiérarchie "archétypale" des sexes. Il faut voir que ce remaniement des rapports de force et de pouvoir (ayant à leur base l'hégémonie patriarcale) se passent à tous les niveaux, de l'intime et privé au national, étatique, et trans-étatique⁴⁵. En même temps, l'universalité prêchée par l'Etat ne s'applique pas aux divers dominés, sauf pour les subordonner (car l'universel est lui-même une hiérarchie). "Les Etats démocratiques modernes ont pu, jusqu'à une époque récente et en dépit du principe universaliste qui les a fondés", écrit encore Martine Spensky, "«particulariser» certains groupes «nationaux» dans la loi elle-même, sans y voir de contradiction avec leur principe fondateur"⁴⁶. Mais il en va de même de la nation, dont la prétention universelle s'arrête à ses frontières et se limite à ses ressortissants. Car l'universel établit sa portée divine sécularisée (celle qui consiste à inclure "tous") et un rapport à l'infini justement par une hiérarchie, et donc, paradoxalement, par un système d'inclusions et d'exclusions à la fois complémentaires et graduelles. C'est à dire que l'universel ne peut l'être que par l'inclusion subordonnée du particulier. Comme dans la tribu ou dans la religion, on ne se reconnaît de la même espèce et participant de l'universel que par une référence à l'instance *supérieure* et donc paradoxalement en en acceptant l'ordre par avance. C'est dans l'unité même qu'il y a matière à partition.

Evidemment, les partitions sont la mise en place d'Etats-nations, rendant la nation captive de l'Etat⁴⁷. L'Etat aussi bien que la nation excluent certains. Et, comme le dit bien Marie-Claire Caloz-Tschopp dans son livre de très grande actualité sur les sans-Etat, "le national/non national est devenu une catégorie discriminante fondamentale, indicatrice de la conception dominante de la communauté politique et son principe de cohésion et d'exclusion mise en oeuvre dans l'espace du territoire étatique clos, hiérarchisé, divisé. Le non-national et le national ne se définissent, en effet, que par rapport à l'Etat-nation. La mondialisation du système d'Etats-nations dans l'espace physique terrestre et l'espace public a fait disparaître l'Etat comme héritier [de la fonction protectrice]"⁴⁸. Aujourd'hui, il est évident que c'est l'Etat-nation qui produit l'un de nos plus grands fléaux: les sans-Etat, les "superflus", les déportés, déplacés, réfugiés, et ceci à partir de ses principes de souveraineté et d'auto-détermination poussés à l'extrême. Et la nation secrète ses marges, la "nation marginale"⁴⁹.

⁴⁴ M. Spensky (sous la dir. de), *Universalisme, particularisme et citoyenneté dans les Iles Britanniques*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 17. La citoyenneté a elle-même ses deux visages: autonomie, certes, mais aussi soumission "volontaire" à un Etat et à une nation. Ceci a d'ailleurs permis, écrit E. Hobsbawm, les armées de conscription par le passé: *Intervista sul nuovo secolo*, cit., p. 32.

⁴⁵ Cependant, ces reclassements complémentaires ne se font pas nécessairement dans tous les registres de la même manière ni à la même vitesse. Les différentes "patriarchies" peuvent avoir une certaine autonomie et un temps différent que les autres inégalités qu'elles sous-tendent. Kumkum Sangari et Sudesh Vaid, "Recasting Women: An Introduction", in: K. Sangari, S. Vaid (eds.), *Recasting Women. Essays in Indian Colonial History*, New Brunswick (NJ), Rutgers UP, 1990, p. 5.

⁴⁶ M. Spensky, *op. cit.*, p. 13.

⁴⁷ Pour la nation captive de l'Etat, v. Alain Touraine, *Comment sortir du libéralisme?*, Paris, Fayard, 2000.

⁴⁸ M.-C. Caloz-Tschopp, *Les sans-Etat dans la philosophie d'Hannah Arendt*, cit., pp. 203-4.

⁴⁹ D'après Umberto Melotti, les migrations contemporaines produisent aussi le nouveau racisme: *Migrazioni, nazionalità, cittadinanza. Sui pregiudizi e sul razzismo*, Rome, Il Mondo 3 Edizioni, 1996.

La nation ainsi marginalisée est le produit de la nation en devenir: pas de centre sans périphérie. De la chute de la nation yougoslave (nation non déclarée, jamais nommée, donc inexistante) naissent des nations marginales sur ses bords, qui tendent à se recentrer. Mais lorsqu'il y a beaucoup d'incertitude sur la nation, des populations peuvent faire passer d'autres identités avant, dans une vie qui traverse les frontières d'ailleurs constamment en reconstruction⁵⁰. Et, pour ajouter une digression qui en est à peine une, soulignons le lien inscrutable qu'il peut y avoir entre souveraineté (auto-détermination), le fait d'être centré sur soi-même (qu'il s'agisse d'un individu ou d'un groupe, d'une institution, d'un Etat), le principe d'identité et de continuité, l'impératif de dominer et la violence⁵¹, alors que tous sont aussi des formes de résistance à l'écrasement par l'autre, c'est à dire à la souveraineté, domination, violence autrui. Et, de même que l'être humain naît inachevé, incapable d'autonomie, la nation apparaît incomplète et s'épuisant à se parfaire.

Le sub-continent indien fut divisé, dans le sang, en 1947. Deux pays accédèrent à l'indépendance dans et par une guerre civile, le Pakistan et l'Inde. L'exaltation de l'indépendance occulta pendant 50 ans la violence d'origine⁵². Le Pakistan fut établi sur des bases religieuses, l'Inde en principe sur des bases laïques. En 1971, le Bangladesh est né en continuité de ce partage, et les déchirements du sous-continent durent encore. La guerre du Cachemire est chronique⁵³. Le futur Pakistan promulgait dès la lutte anti-coloniale, afin d'atteindre l'indépendance, la théorie dite des deux nations (musulmane et hindoue). L'Inde la rejette officiellement. L'ironie de l'histoire a voulu que cette théorie, ne correspondant pas à la réalité au départ, soit devenue vraie au cours du dernier demi-siècle, dans la mesure où la nation est, de toute manière, une construction⁵⁴. Mais les deux (et plus) nations émergentes ne sont pas découpées exactement de la manière prévue par les séparatistes de la Ligue Musulmane d'alors, puisque les musulmans indiens ont choisi d'appartenir à la nation indienne ou s'y sont retrouvés de fait⁵⁵. Et dans la partition en tant que *processus continu*, ce diffèrent de départ a fait que le discours de la séparation et implicitement celui de l'exclusion est devenu

⁵⁰ R. Samaddar, *The Marginal Nation. Transborder Migration from Bangladesh to West Bengal*, New Delhi-Thousand Oaks-Londres, Sage Publications, 1999. Pour un autre exemple concret: R. Samaddar, *Nagaland's past in the crystal ball*, in: «The Telegraph», 17 November 1999.

⁵¹ Etienne Balibar, *La Crainte des masses*, Paris, Galilée, 1997; Alain Brossat, *Le corps de l'ennemi. Hyperviolence et démocratie*, Paris, La fabrique, 1998; Jacques Derrida, *Pulsion de mort, cruauté et psychanalyse*, in «Le Monde», 9-10 juillet 2000; Klaus Theweleit, *Un plus un, Memory pictures - One + One*, Théâtre Typographique, 2000.

⁵² Voir entre autres: Urvashi Butalia, *The Other Side of Silence. Voices from the Partition of India*, New Delhi, Viking, 1998; Veena Das, *Critical Events. An Anthropological Perspective in Contemporary India*, Delhi, Oxford University Press, 1995; Mushirul Hasan, *Legacy of a Divided Nation. India's Muslims since Independence*, OUP India, 1997; Mushirul Hasan (ed.), *India Partitioned. The Other Face of Freedom 1947-1997*, Vols. 1-2, 1995, 1997; M. Hasan, *Memories of a Fragmented Nation: rewriting the histories of India's partition*, in «Economic and Political Weekly», Vol. 33, No. 41, October 1997; M. Hasan (ed.), *Invented Boundaries: Gender, Politics and the Partition of India*, Delhi, OUP, 2000; Radha Kumar, *Divide and Fall? Bosnia in the Annals of Partition*, Londres, Verso, 1998; *Special Topic: The Partition of the Indian Sub-Continent*, in «Interventions. International Journal of Post-Colonial Studies», Ritu Menon (ed.), Vol. 1, No. 2, 1999; R. Menon and Kamla Bhasin, *Borders & Boundaries. Women in India's Partition*, New Brunswick (NJ), Rutgers University Press, 1998; Ranabir Samaddar (ed.), *Reflexions on the Partition in the East*, Delhi, Vikas, 1997. V. aussi plusieurs numéros de la revue «South Asia Bulletin», Vol. 7, Nos. 1-2, 1987, Vol. 8, 1988, Nos. 1-2, Vol. 9, No. 2, 1989, etc. En littérature, entre autres: Aamer Hussein (ed.), *Hoops of Fire. Fifty Years of Fiction by Pakistani Women*, Londres, Saqui Books, 1999; Quratulain Hyder, *River of Fire (Aag ka darya)*, Delhi, Kali for Women, 1998. Mani Kapur, *Difficult Daughters*, Londres, Faber & Faber, 1999; Bhisham Sahni, *Tamas (Darkness)*, New Delhi, Penguin India, 1974 p. 1.

⁵³ Paula Banerjee et R. Samaddar, *The Strange Case of a Line that Refused to Freeze*, sous presse dans «Geopolitics».

⁵⁴ Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres-New York, Verso, 1983; *L'imaginaire national*, trad. de l'anglais, Paris, La Découverte, 1996; Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race - nation - classe. les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1990.

⁵⁵ Voir l'entretien avec Mushirul Hasan ici-même.

officiel (étatique et fondateur) au Pakistan, parfois glorifié, ce qui facilitera la tentation de l'intégrisme jusque dans, plus tard, le soutien aux talibans voisins incité par la politique de guerre-froide des Etats Unis et par celle de l'Arabie Séoudite. Mais l'Inde, où l'émiettement frontalier et intérieur, de même que la violence communautaire, ont prospéré depuis la "naissance de la nation"⁵⁶, n'a elle-même pas été exempte de séquelles comparables. "La structure de l'autorité communautaire", écrit Partha Chatterjee, "doit être située en premier lieu dans le domaine de l'idéologie"⁵⁷. Elle pourra alors organiser la violence.

Le thème de la partition est resté presque tabou (sauf en version officielle) pendant 50 ans en Inde, et est encore difficile à aborder au Pakistan. Il a été recouvert par celui de la libération et de la création de la nation dans le contexte du colonialisme. La partition, et surtout sa violence perpétrée de toutes part, fut le prix de l'indépendance, et donc passée sous silence⁵⁸. Elle a été elle-même partitionnée en deux aspects complètement séparés: l'un "positif" et "rationnel" (indépendance et nation) et l'autre "négatif" et considéré "irrationnel" (la violence communautaire "indomptable" seule associée à la partition). Née dans l'effort de pallier à l'inadéquation avec elle-même, la nation sera dorénavant cet inachèvement qui tente de rattraper son image idéale⁵⁹. L'histoire officielle et étatique privilégie l'origine de la nation non dans la partition de son corps propre, mais dans et depuis l'indépendance, "oubliant" la scission douloureuse. D'après R. Samaddar, la lutte pour l'indépendance (contre les Anglais) est vue comme violence nécessaire, contrôlée et voulue, alors que la contemporaine violence communautaire est vue par les Indiens eux-mêmes comme imprévisible et insensée, allant à l'encontre de l'intérêt de la lutte pour la libération. Elle est due aux "autres". Finalement, celle-ci (la violence inter-indienne) va être intégrée à celle-là (celle qui est dirigée contre le colonisateur) et en elle sub-sommée dans l'imaginaire, recouverte par la mémoire sélective. La construction nationale et étatique va, par la suite, déterminer tout regard porté sur l'histoire de la partition, l'arrêter, et imprimer la dynamique des événements à venir⁶⁰.

La partition étant un processus continu, elle se prolongeait en 1971 lors de la sécession du Bangladesh. Là encore, le triomphe de la libération dicta le double, triple oubli des traumatismes dûs aux scissions antérieures. A ce propos, Ritu Menon s'interroge dans un texte remarquable: "Lorsque le nationalisme et la partition se présentent simultanément, comment écrire l'histoire de la nation? Quel est ce moment qui signifie la rupture discursive? Où commence l'histoire du Bangladesh, demande Ranabir Samaddar? En 1905, avec la première partition du Bengale? En 1947, avec la création du Pakistan de l'Est? En 1952 avec les mouvements pour la langue ou, comme il est conventionnel de le reconnaître, en 1971 avec la libération? Idéalement, ce devrait être tout cela à la fois, mais néanmoins il restera l'his-

⁵⁶ Le titre d'un texte de R. Samaddar, «Birth of a Nation», in R. Samaddar (ed.), *Reflections on Partition in the East*, Delhi, Vikas, 1997. De même que les nations "naissent" (celles, qui sont naissance par définition!), elles peuvent commettre des suicides, comme ce fut le cas de la Yougoslavie.

⁵⁷ P. Chatterjee, «More on Modes of Power and the Peasantry», in R. Guha, G. Chakravorty Spivak (eds.), *Selected Subaltern Studies*, New York-Oxford, OUP, 1988, p. 382.

⁵⁸ Le même phénomène a pu être observé en Croatie nationaliste et étatique: l'indépendance l'emporte sur la partition vue comme exclusivement libération. Les atrocités n'auraient pu, officiellement (l'officialité nationaliste du parti HDZ, "Communauté démocratique croate"), être commises que par les autres, jamais par "nous". En quelque sorte, la victime est disculpée moralement à l'avance, innocente dans sa propre définition, et toute autre lecture n'est que trahison et inimitié.

⁵⁹ R. Samaddar, «Birth of a Nation», *op. cit.* Pour les deux partitions ainsi que sur l'inachèvement de la nation, voir aussi le texte de R. Samaddar ici-même.

⁶⁰ "La construction d'un passé en ces termes est un projet qui organise sélectivement les événements en un rapport de continuité avec le sujet contemporain, créant par là une représentation appropriée d'une vie allant jusqu'au présent, c'est à dire, une histoire de vic façonnée dans un acte d'auto-définition. L'identité, ici, est décidément une question d'investissement de pouvoir", écrit J. Friedman, *Cultural Identity & Global Process*, Londres, Sage Publications, 1994, p. 117, cité par Mario Roberto Morales, dans: *La articulación de las diferencias o El síndrome de Maximón*, *op. cit.* p. 65, n. 15 (v. p. 91).

toire «officielle» de la haute politique. Le rôle crucial de ce que l'on appelle maintenant l'«expérience fragmentaire», de textes littéraires en tant qu'Autre de l'histoire formelle, de la nouvelle ethnographie, des histoires familiales, même de lectures militaires, doit être reconnu si nous voulons écrire (...) un texte «polyphonique» pour l'an 1971. Ce n'est que lorsque nous *ouvrons* (souligné par R.I.) ainsi l'écriture d'un événement historique (...) que nous pouvons commencer le voyage vers une histoire «inclusive» («*comprehensive*»), bien que l'on peut en arriver à découvrir, ce faisant, que le texte échappe désormais au «contrôle par une lecture univoque» («*containable text*»)»⁶¹. Subhoranjan Dasgupta, dans son article ici-même, remarque que l'histoire close ne rend pas compte du processus de construction et de reconstruction de la vie elle-même, puisqu'elle n'en révèle pas les codes, et qu'elle tait des agents qui, au contraire, pourraient témoigner dans une histoire orale. R. Menon met le doigt sur un problème méthodologique de première importance: celui d'une lecture ouverte par opposition à une narration clôturée. Le fait est que nous scrutons les sécessions et les guerres une fois le fait accompli. Celui-ci se présente a posteriori dans une séquence «généalogique» unique sous la forme d'un nombre restreint d'interprétations arrêtées et informées par le présent, d'histoires officielles. Dans les cas les plus simples, deux vérités opposées où le sens de l'une est le non-sens de l'autre, et où l'antagonisme empêche non seulement la réalisation, mais même l'imagination d'issues tierces. Cela bloque toute réceptivité à une histoire à venir ouverte, dynamique, libre de choix et non-fatale, et introduit des interdictions et des impératifs dans l'interprétation du passé⁶². A ce propos, Paolo Rumiz parle de l'«imbécillité du bien», celle d'être crédule dans la bonne foi et de ne pas voir venir les choses. Il écrit en 1996: «On dit que la Bosnie était une bombe à retardement⁶³. Peut-être bien. Ce qui est sûr, c'est que les prétendus Etats (*Stati zimbello*) issus de son démembrement sont des poudrières assassines. Ce sont des camps pleins de gens pauvres et éradiqués, renfermés dans la peur, dans l'instinct grégaire, dans les valeurs les plus ancestrales de la nation; donc, des gens anxieux de protection et totalement dépendants des patrons et de leurs sorciers. Ces derniers se sont enrichi, ont supprimé la bourgeoisie productrice, ont obligé les oppositions au «silence patriotique», renforcés par l'Etat policier ils ont élevé des primitifs au rang de prétoriens, permis à la quatrième armée d'Europe de survivre, divisée, au démantèlement de l'après-guerre-froide. En affirmant que le ressentiment tribal était une spécialité balkanique et que la co-présence des ethnies était en soi un facteur de haine, ils nous ont fait croire que la *séparation* [souligné par R. I.] pouvait désamorcer la bombe, alors que c'est justement la séparation forcée qui l'a produite en semant l'exécration, en tuant systématiquement ce formidable amortisseur qu'est le *genius loci*, et en éloignant les populations évoluées. C'est ainsi que, condamnés par l'histoire, les «morts vivants» de l'après-Tito ont pu ressurgir de la nuit pour sucer le sang des leurs. Nous sommes tombés dans le piège et les avons généreusement aidés dans cette entreprise. L'histoire de la guerre des Balkans est l'histoire d'une escroquerie colossale. Celle de quatre bandits qui ont réussi à dédouaner auprès du monde entier les intérêts criminels d'une caste en tant que conditions géo-stratégiques indispensables à la paix planétaire, et à faire passer en contrebande comme stabilisation un déséquilibre fondé sur le crime et l'éradication. Lorsque même des politologues d'autorité me disent 'ils se sont toujours détestés, alors imaginons ce que c'est aujourd'hui',

⁶¹ R. Menon, «Cartographies of Nations and Identities. A Post-Partition Predicament», in Special Topic: *The Partition of the Indian Sub-Continent*, «Interventions. International Journal of Post-Colonial Studies», Vol. 1, No. 2, 1999, p. 158. Nous omettons ici les détails de la référence de l'auteur à R. Samaddar.

⁶² C'est ainsi qu'Immanuel Wallerstein réfléchit, dans *L'Utopistique ou Les choix politiques du XXIe siècle*, (trad. de l'angl. par P. Hutchinson), De l'aube, 2000, à une «évaluation des alternatives historiques, l'exercice de notre jugement quant à la rationalité matérielle de systèmes historiques alternatifs possibles», pour imaginer «un futur alternatif [...] historiquement possible (mais loin d'être certain)»(p. 6).

⁶³ Louis Baeck, «The Time-bomb of the nationalities», in *Post-War Development Theories and Practices*, UNESCO-ISSC, 1993.

je comprends que l'imbroglio est complètement réussi. Et que, en douce, les Etats-nation d'Europe ont regardé vers Belgrade puis vers Zagreb comme vers les pôles d'une réduction ethnique douloureuse, mais au fond nécessaire au continent. Je le répète: il se peut – comme on l'entend dire – que le Bosnie soit une poudrière comme en 1914. Certainement, les grands d'Europe n'ont pas changé quant au cynisme intéressé de 1919 à Versailles, où furent créées les prémisses non de la paix, mais d'une autre guerre mondiale. Si nous avons été et le sommes encore, aveugles jusqu'à l'autolésion, c'est parce que notre présomption de diversité n'a aucune raison d'être. Le virus est présent en nous aussi, même s'il est provisoirement moins visible. Même en Occident – de la Catalogne à l'Ecosse, de la Belgique à la Grèce – l'Europe est comble de hargneuses identités repliées sur elles-mêmes, d'anti-centralismes frustrés, d'intolérances ethniques, de rages métropolitaines, de victimismes régionaux et provinciaux, de national-populismes et de micro-protectionnismes absolument identiques entre eux et cependant certains d'être uniques dans leur diversité. Tous, prêts à se faire les collecteurs de tensions sociales et à se faire chevaucher avec une complaisance hébétée par le premier meneur et par des renards transformistes munis de journaux et de caméra de télévision. Et tous, évidemment, sûrs de leur estranéité aux Balkans⁶⁴. Ne pas vouloir admettre une histoire ouverte et douloureuse – car nous acusan – de la guerre des Balkans oblige à en clore le récit sur l'incorrigibilité prétendue de ces autres. Cette clôture narrative empêche d'être lucides par rapport à l'avenir et de voir approcher d'autres guerres et sécessions qui s'annoncent et de les prévenir.

Dans la séparation de l'Inde et du Pakistan, c'est en fait surtout la population musulmane du sub-continent qui a subi la coupure en deux, en partie seulement de bon gré. Ce qui a été la volonté d'un petit nombre (une élite) est devenu la réalité et le non-choix obligé de tous depuis. Moins prospère en Inde aujourd'hui encore, cette importante minorité hérite jusque dans le présent le traumatisme du passé, un processus sans point final. Mushirul Hasan montre dans son travail combien cette communauté qui a en grande partie choisi l'Inde multi-culturelle et laïque dans les années 40, rencontre de difficultés dans sa qualité de minorité constamment renvoyée à la religion, à se construire une identité purement séculaire et citoyenne face à la montée du nationalisme hindou⁶⁵. Mais la partition en cours aujourd'hui même du Cachemire, une agonie qui dure depuis 1947, est la suite logique de la grande partition inachevée.

Il va de soi que les maux dont souffre le sub-continent sont encore souvent des séquelles ou un prolongement du déchirement de 1947-48 et de la (dé)colonisation. On n'est pas surpris de voir Arundhati Roy soulever le problème de la bombe atomique des deux côtés de la frontière, l'inquiétante course à l'armement, ainsi que l'épineux contentieux sur les grands détournements de fleuves, les constructions de barrages, les gigantesques projets d'agriculture dont le résultat est la spoliation de communautés entières, de villages, de cultivateurs, leur déportation et parfois leur mort⁶⁶. En amont plutôt qu'en aval, paradoxalement, la mer, celle de la "thalassocratie" depuis toujours, d'Athènes à l'Empire Britannique et les conquê-

⁶⁴ P. Rumiz, *Maschere per un massacro. Quello che non abbiamo voluto sapere della guerra in Jugoslavia*, Roma, Editori Riuniti, 1996, pp. 165-6. V. du même auteur *La linea dei mirilli. Storie dentro la storia di un paese che non c'è più*, ER, 1997. Egalement, «Imbécillité du bien et mémoire manipulée» in: M.-C. Caloz-Tschopp (ed.), *Hannah Arendt, Vol. 2, La "banalité du mal" comme mal politique*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 98-104. Pour son travail sur le populisme alpin et nord-italien, voir la série *Inchiesta – La questione settentrionale*, dans «La Repubblica» (Rome) en mai 2000, dont *Passaggio a Nordovest dove è morta la politica*, le 13 mai 2000, p. 9, et *Le populisme alpin*, in «Transeuropéennes», No. 18, 2000, pp. 103-23.

⁶⁵ M. Hasan, *Legacy of a Divided Nation. India's Muslims since Independence*, Delhi, OUP, 1997. Une préface aussi brève que poignante montre le courage dont il faut parfois se munir afin de garder l'esprit critique et ouvert. Voir à ce sujet également son entretien ici-même.

⁶⁶ A. Roy, *The Cost of Living. The Greater Common Good and the End of Imagination*, Londres, Flamingo-Harper Collins, 1999; voir aussi A. Roy, *La bombe indienne-The Indian Bomb*, in: «Transeuropéennes», Nos. 14-15, 1998-99, pp. 9-30.

tes outre-mer où les ondes, les marées portent, puis, d'où tôt ou tard elles rappatrient⁶⁷.

La même pensée définitive est perceptible dans l'auto-compréhension, par les parties en cause, du démembrement de la Yougoslavie. Il est étonnant que les théoriciens du nationalisme croate, par exemple, n'aient pas découvert les "subaltern studies" – qui "indigénisent" involontairement le subalterne⁶⁸ – elles auraient pu leur donner satisfaction. Car ces nationalistes insistent sur la différence entre un "nationalisme agressif" (serbe) et un "nationalisme défensif" et positif, patriotique (le leur), en refusant d'admettre la complémentarité même asymétrique, mais complémentarité néanmoins des deux, toute proportion gardée⁶⁹. Cette classification, même si elle peut correspondre à un aspect des faits, ne permet ni l'analyse ni la critique du phénomène qu'elle renferme dans une logique binaire exclusive de toute autre possibilité et dans un schéma devenu normatif. Mais bien qu'elles ne facilitent pas forcément la sortie du cercle, les *subaltern studies* autorisent à déceler, dans le rapport dominant-subalterne au moins une réciprocité de métissage pas nécessairement assimilatoire, même si déséquilibré. Au contraire, les nationalismes exacerbés insistent sur la "pureté" et l'imperméabilité des ethnies-nations. Même si elle ne montre pas forcément de voie d'issue, la théorie de la subalternité a l'avantage de mettre explicitement le doigt sur le problème de la réception et de l'écoute de l'altérité "inaudible"⁷⁰, en chantant il est vrai les louanges de la postmodernité à usage du Tiers monde et des sociétés post-coloniales. Elle pose la question immense de la représentation.

La mémoire sélective et l'histoire correspondante ne permettent de voir en Inde qu'une seule opposition conflictuelle, celle qui sévit entre la nation (la totalité, horizon universel) et la communauté (la partie)⁷¹. Or, cela occulte le fait que la nation elle-même est une construction communautaire, et dissimule au regard de l'histoire d'autres forces éventuelles articulées ou rendues "muettes" dans les événements de la partition: par exemple, les tendances qui lui résistent. Ce dernier est l'argument, important, de R. Samaddar. Afin de se rendre

⁶⁷ M. Cacciari, *Geo-filosofia dell'Europa*, Milan, Adelphi, 1994, pp. 48-70.

⁶⁸ Ranajit Guha, Gayatri Chakravorty Spivak (eds.) *Selected Subaltern Studies*, New York-Oxford, OUP, 1988. Les subaltern studies sont une série de publications (dont la première est parue en 1982), issues de recherches pluridisciplinaires en sciences sociales principalement d'origine indienne. Elles se situent entre la réception américaine de la pensée française (surtout Franz Fanon, Foucault et Derrida), les gender studies, les cultural studies et la critique littéraire, en plus d'une relecture de l'histoire de l'Inde coloniale. Il y a eu, ultérieurement, des ramifications de cette école en Amérique Latine, et dans l'ensemble, leur écoute partie d'Australie a atteint surtout les Etats Unis. L'école n'est pas unifiée, et des travaux très divers y parurent, allant d'une grande radicalité post-coloniale, critique, à des analyses nuancées et rigoureuses des transitions engagées par les pays nouvellement indépendants; allant de méta-théories derridiennes-foucauldienne dans une langue de bois post-moderniste, à de fines recherches sur la psychologie (post)coloniale, sur les mouvements et acteurs sociaux, sur l'histoire coloniale, sur la construction des nationalismes "subalternes" etc. Une partie de ces travaux s'enferme dans un jargon disciplinaire à toute épreuve. D'autres textes ne peuvent être ignorés. On a le sentiment que le groupe n'est pas homogène, et que la théorie n'en est pas une, bien qu'elle ait été très médiatisée en milieu anglo-saxon. Certains auteurs qui ont publié avec le groupe s'en démarquent explicitement par d'autres travaux et nient d'y appartenir. Le seul critère de ne relever que les acteurs subalternes de l'histoire paraît insuffisant (bien que pas foncièrement faux) en tant que point de départ méthodologique, et il est d'ailleurs largement dépassé dans les meilleurs des écrits. Les subaltern studies ont été parfois accusées d'indigénisme excessif, et aussi de ne cultiver que des critères négatifs, de définir les acteurs sociaux par le seul manque et non par leur projets politiques positifs, etc. Par exemple, Aijaz Ahmad, *In Theory. Classes, Nations, Literatures*, Londres, Verso, 1992, ou Achin Vanaik, *The Furies of Indian Communalism*, Londres-New York, Verso, 1999. Les post-colonial studies semblent être une autre tentative de réponse aux questions des subaltern studies. Voir: «Interventions. International Journal of Postcolonial Studies», en particulier le Vol. 1, No. 2, 1999, numéro spécial sur la Partition de l'Inde dirigé par Ritu Menon: *Special Topic: The Partition of the Indian Subcontinent*.

⁶⁹ A ce sujet, voir E. Balibar dans Balibar-Wallerstein, *Race nation classe. Les identités ambiguës*, cit., p. 66.

⁷⁰ Dans les "études subalternes", le "subalterne" est nécessairement "muet", et d'après la question rhétorique de Spivak, il s'agit de se demander si seulement il parle. Ou plutôt, il reste inarticulé et n'est pas entendu. Gayatri Chakravorty Spivak, «Can the Subaltern Speak?», in Cary Nelson et Lawrence Grossberg (eds.), *Marxism & The Interpretation of Culture*, Londres, Macmillan, 1988, pp. 271-313; G. Ch. Spivak, *In Other Worlds. Essays in Cultural Politics*, New York-Londres, Methuen, 1987.

⁷¹ Voir R. Ivekovic et Neda Pagon (eds.), *Otherhood and Nation*, Ljubljana-Paris, ISH-MSH, 1998.

compte des limites de l'appareil conceptuel appliqué par les nationalistes pour expliquer les événements et pour saisir les alternatives éventuelles à la violence, il faut déconstruire la dichotomie figée qui cache d'autres dynamiques. En effet, les nationalistes construisent une relation non-réciproque et non-complémentaire entre un tout qui leur aurait été usurpé par les autres, et une partie, la leur, qui serait en défensive. C'est l'universel négatif (l'ex-Yougoslavie, les autres) contre le particulier vertueux et victime ("nous"). On y accuse l'universel de tous les maux. On rejette la responsabilité sur l'autre et l'on refuse de voir le reflet spéculaire, par lequel pour ces autres, l'image du rapport est symétrique et opposée. Cette dichotomie de non-réciprocité cache la véritable dualité productrice de dynamique violente, celle de la réciprocité des nationalismes. Elle réprime l'expression de tout ce qui lui échapperait en terme d'alternatives non-binaires. Par le récit classé et officiel sur la partition, on en perpétue en fait la violence, puisque le discours sur la violence peut véhiculer la même logique⁷² et la même énergie que la violence dont il rend compte⁷³. Reprendre, même dans la dénomination, les termes du conflit, équivaut à en véhiculer la logique meurtrière par le discours et à la perpétuer⁷⁴.

Les récits alternatifs se présentent alors par là où on ne les attendait pas, à partir d'un symptôme qui dévoile un sujet jusque là insoupçonné, et bien d'autres acteurs possibles. Ce fut le cas avec l'ouverture, surtout *par les femmes et au sujet des femmes*, du dossier de la partition de l'Inde (devenue pluri-partition) *50 ans après les faits*. Pour l'Inde officielle, et surtout pour les nationalistes hindous, le coupable reste la Ligue musulmane et la théorie des deux nations, pour le Pakistan officiel, c'est le nationalisme hindou⁷⁵. Une partition qui se présentait dans le discours national arrêté exactement comme nous venons de le décrire, et qui ne permettait pas l'expression d'autres sujets, options, enjeux. Puisque la nation est une communauté, et qu'elle est née de la partition (qu'elle est d'emblée non-toute jusque dans sa prétention de complétude), toute communauté qui lui est subordonnée (et toutes le sont) ne pourra que suivre le même exemple. En effet, la communauté se constitue par l'exclusion plus ou moins brutale. Mais la nation/Etat constitué(e), et à partir de son établissement par la violence, prétend interdire toute violence ultérieure. Il s'agit de la logique de l'arroseur arrosé: nous n'avons plus de canibales car nous avons mangé le dernier. L'histoire officielle de la partition ne permet de voir en celle-ci qu'un événement terminé dans le passé, et non pas ce qu'elle est – un processus toujours en cours: "Comme la partition le montre, et à l'opposé des événements-dans-l'histoire, nous sommes aussi témoins de l'histoire-dans-l'événement, autrement dit, par opposition à une histoire qui n'avait jamais anticipé la partition, nous avons maintenant une histoire de la région créée par la partition et une histoire qui vit sous elle", écrit R. Samaddar, et il ajoute: "chaque événement crée alors une structure, une structure qui gère le présent de même que ses narrations sur le passé"⁷⁶. Dans le même texte, il parle de deux déclarations d'indépendance pour l'Inde: la première, qui fête la décolonisation, et la seconde, déguisée par celle-là, qui annonce à bon entendeur la partition en tant que processus continu dans la région (et dont les violences communautaires, les intégrismes, puis la montée de l'extrême droite, ne sont qu'un aspect): "La partition est devenue, autrement dit, le signifiant de la dualité de notre nationalité, de notre indépendance et de notre démocratie, ainsi que celui des potentialités de sa fascisation, et de la viabilité de la nouvelle droite". La nation, *déjà duelle*, d'emblée non-toute, *invite* la partition. Et, plus loin: "Ayant son origine

⁷² "Qui a commencé le premier", "le coupable, c'est l'autre", etc.

⁷³ Subtile et importante analyse de S. Kakar dans *The Colors of Violence*, cit., voir p. 17.

⁷⁴ Ainsi la question récurrente que s'entend adresser un post-yougoslave: "êtes vous serbe ou croate?" C'est une question qui n'est pas innocente, elle normalise et accepte le conflit et son résultat, et ne permet pas d'alternative au fait accompli, ni par le passé ni, ce qui est pire, dans l'avenir.

⁷⁵ Voir *L'Inde et la question nationale* in «Hérodote», No. 71, 1993, numéro spécial dirigé par Jean-Luc Racine.

⁷⁶ R. Samaddar, "Birth of a Nation", *op. cit.*

dans une «partition incomplète» [*unclean partition*], la conscience territorialiste [*territorialist consciousness*] de la nation dans le sub-continent dérangera éternellement l'univers proprement segmenté de la carte politique moyenne de cette région d'Asie du Sud, le chez-soi de cette nation. (...) Une histoire définitive de la naissance de cette nation est donc hors de question". Et les histoires officielles de la naissance des nations prétendent à être définitives, participant ainsi de la violence intrinsèque du nationalisme et surtout de son histoire close. Il s'agit, d'après l'auteur, de clôture narrative arbitraire quant aux événements, et de la mythisation de certains d'entre eux. Le cours que l'histoire a pris, même s'il n'était pas une fatalité, occulte des aspects importants de l'advenu. Le passé devenu présent par un processus *historique* empêche de voir les potentialités *historiques* et informe à son tour le passé, pour le reproduire. Voilà l'histoire de la partition non obligatoire mais qui devient rétroactivement sa propre malédiction pour se perpétuer à l'avenir. Ne pas le voir implique aussi ne pas voir le piège du langage et croire que l'on puisse se situer à son extérieur en parlant de l'événement. Le discours présent sur le passé participe de la reproduction du mouvement en continuité avec le passé et de la logique de sa violence, sans être une fatalité, car on peut s'y arracher.

Dans la jubilation de l'adéquation supposée de la nation finalement atteinte à l'Etat enfin obtenu, après le "rêve millénaire" (*tisuc godisnji san*) des Croates, la *drzavotvornost* (volonté étatique exaltée) érigée en doctrine officielle et devoir de désir de chacun(e) *interdit* de voir la décomposition de la Yougoslavie comme le péché originel des violences successives. Elle empêche de voir également, du côté croate, la dernière guerre balkanique comme étant aussi une guerre civile⁷⁷. Le langage à tendance totalitaire ne se contente pas d'interdire et d'occulter, il prescrit aussi, rendant chacun coupable à moins de se disculper d'avance et d'adhérer plus vrai que vrai⁷⁸. L'homogénéisation induite et inculquée par les nationalistes, dans son caractère de référence à un imaginaire collectif, empêcha de voir sa propre incomplétude. Car, pour qu'elle ait lieu et ait besoin d'avoir lieu, l'homogénéisation exigée ne peut que se reconnaître, involontairement, vaincue. Il en va de même de la Serbie. La "totalité" de la nation fut revendiquée au son de cris de guerre dans la trans-territorialité d'une re-territorialisation. Par celle-ci, la nation et l'espace étaient censés se recouper complètement au moyen de l'idéologie d'une Grande Serbie identifiée avec la Yougoslavie⁷⁹. Le recentrage territorial fut à l'origine de l'effondrement non seulement de la Yougoslavie dans ses frontières historiques, mais aussi de la Serbie elle-même. Ce démembrement est encore en cours. Il est intéressant de voir que l'unité hégémonique de la Serbie en Yougoslavie, et par delà celle-ci, a été réclamée au moyen du slogan "Oh, Serbie en trois parties, tu seras à nouveau entière"⁸⁰: ce qui est perçu et instrumentalisé dans les harangues nationalistes,

⁷⁷ Cette série de guerres a été composée à la fois de guerres d'agression surtout de la part de la Serbie un peu partout, mais aussi de celle, complémentaire, de la Croatie en Bosnie-Herzégovine, ainsi que de guerre(s) civile(s). Des guerres civiles ouvrent et clôturent les guerres tout court, territoriales, dans les Balkans des années '90. Voir à ce sujet E. Hobsbawm, *Intervista sul nuovo secolo*, cit., p. 11.

⁷⁸ Victor Klemperer, *LTI La langue du IIIe Reich*, Paris, Albin Michel, 1996.

⁷⁹ Pour d'autres, la Yougoslavie pouvait avoir d'autres significations. Le terme a toujours été polysémique, d'où nombre de malentendus. L'une des premières élaborations de l'idéal d'une Yougoslavie fut croate et romantique ("illyrienne"), dans un désir d'émancipation de l'Autriche-Hongrie. Aujourd'hui, le nom de Yougoslavie, usurpé à l'ensemble, réduit le peuple serbe à l'incertitude quant à son espace, son identité et ses frontières, et lui attribue une appellation d'où son propre nom est absent, outre à alimenter des espoirs de grande Serbie. Voir Latinka Perovic, *Sukob sa istorijskim procesima – ne visak istorije*, in: «Helsinska povelja», No. 22, année IV, Belgrade, novembre 1999.

⁸⁰ *Oj Srbijo iz tri dela opet ces da budes cela*; la Serbie étant constituée, en Yougoslavie socialiste, par la "Serbie restreinte" (*uza Srbija*) et les régions autonomes du Kosovo/a et de la Voïvodine. Perçue par d'autres nationalistes, la Serbie avait ainsi, au contraire, un avantage sur les autres républiques qui ne disposaient pas de régions autonomes, parce qu'elle avait ainsi trois voix au sein des organes de la fédération. La Serbie nationaliste, elle, se voyait saucissonnée et "non-toute" par la reconnaissance des autonomies régionales. Tous les nationalismes, opposés les uns aux autres mais n'étant heureux qu'ensemble, percevaient leur propre nation et territoires comme

c'est le manque, la totalité fêlée de la propre nation/Etat même quand, d'un autre point de vue, le contraire pourrait être dit. Les organismes internationaux négociateurs dans les tentatives de pacification de l'espace yougoslave durant la dernière décennie, ont alimenté sa fragmentation et soutenu involontairement l'idée d'une Grande Serbie = Yougoslavie. Non seulement par le fait de ne jamais avoir pris en considération ni aidé les oppositions non-nationalistes dans les républiques et surtout en Serbie (où cela aurait été le plus important, où il n'ont appuyé que l'"opposition" nationaliste), mais tout particulièrement en accordant à la seule Serbie (ou à la Yougoslavie tronquée) l'usurpation du nom de Yougoslavie. Cela a nourri les rêves d'une Grande Serbie anhistorique ou transhistorique. Paradoxalement c'est en renversant l'argument que la Yougoslavie, puis la Serbie réduite, est appelée Yougoslavie tout court. Il s'agit de la légitimation des aspirations conquérantes des nationalistes (pouvoir et "opposition" confondus) dont l'incertitude quant aux frontières de la Serbie est entretenue: une nation "trans-territoriale" et qui déborde, d'où la justification des agressions et partitions successives, dans un imaginaire flou mais essentialiste au sujet du "corps" de la nation. Interdire, sur le plan international, le nom de Yougoslavie dès son suicide définitif en 1991 aurait considérablement contribué, par la clarté des termes, à faire la part des choses. En choisissant de ne pas l'interdire, la communauté internationale en a fait, sans s'en rendre compte (mais est-ce bien vrai?!), le lit de la série de guerres intervenues pour faire coïncider un nom avec une nation (la "Yougoslavie" avec la nation serbe) et pour rendre adéquates des nations à des territoires. D'où les partitions successives et toujours en cours. De plus loin encore, ce cours que prirent les événements suivit certains des principes de la Yougoslavie titiste, qui s'imaginait Etat fédéral et citoyen, mais *non* fusionné par une nation yougoslave, déclarée, elle, plus ou moins inexistante. C'est cette fonte-intégration qui, entre-autre (car les causes sont plus complexes et multiples), a manqué à la Yougoslavie citoyenne, une liaison nationale qui se traduirait (bienqu'elle ne puisse la garantir) en intégration sociale. Désormais, les nations ethniques issues de la Yougoslavie se fusionneront directement, sans guillemets, et sans passer par la société, puisqu'elles sont d'emblée des constructions communautaires essentialistes sans aucune aspiration sociétale au-delà. Avec une idée de "démocratie nationale" au lieu de citoyenne, on n'a même plus de prétention à l'universel⁸¹. Bien au contraire: on cherche sa place, si possible privilégiée, au sein d'une Europe, d'un monde, déjà perçus comme fragmentés dans la globalisation. On saute dans le train qui déraile avec le mantra du marché aux lèvres.

Mais dès lors que l'on nomme un ensemble, on lui donne une existence et une légitimité ne fut-ce que verbale et imaginaire. Un nom peut donner corps (une absence de nom peut rendre invisible ou inexistant). Ce fut le cas avec l'Inde – une nation en un Etat, ce ne fut pas le cas avec la Yougoslavie socialiste par respect des nations et par souci de décentraliser. Ce fut aussi par la suite le cas, avec le soutien international, de la Serbie dite "Yougoslavie". Les Etats et quasi-Etats ("entités", "territoires" à statut spécial, "enclaves", "corridors" etc) héritiers de la Yougoslavie se sont construits pour l'heure comme des ethnocraties⁸² plutôt

désavantagés et étant à compléter aux dépens des autres (des usurpateurs), et ceux des autres comme débordant sur le territoire et l'imaginaire national propres. Ce sentiment faisait son chemin dans toutes les sphères de la vie, et jusque dans le purisme linguistique et scriptural où chacun s'efforçait à différencier "sa" langue de celle du voisin. Le but des "dialectes" ou simplement des parlers différents, lorsqu'ils deviennent l'enjeu des nationalistes, est celui de "réussir politiquement", c'est à dire d'être déclarés langues à part entière par l'Etat propre. Cela a été le cas avec les différentes dénominations de ce qui était appelé autrefois le serbo-croate, langue majoritaire parlée dans quatre des six républiques et inculquée à l'école à tous (dans ses variantes). Le slogan "Oj Srbijo..." a un très fort pouvoir évocateur dans les Balkans, car il est composé en octosyllabes, mètre traditionnel de la poésie populaire épique et mobilisante, en plus d'être rythmé et en vers.

⁸¹ Heureusement, le choix non-démocratique n'est pas non plus un destin. Le choix se fait en chaque instant et peut être corrigé.

⁸² J'emprunte le terme d'ethnocratie à Julie Mostov et à Ivan Ivekovic. Mostov: *Democracy and the Politics*

que comme des démocraties, tout en se revendiquant nations. Le principe de l'émiettement y est à l'oeuvre et entretient la partition comme processus inachevé et interminable⁸³.

Reste à analyser et comprendre l'heureuse désarticulation de la Tchécoslovaquie, exemple non-violent plutôt rare. D'après R. Kumar (voir son article ici-même), l'une des explications du divorce à l'amiable entre les deux parties est le fait qu'il n'y a pas eu de grosses migrations à entreprendre, les deux pays étant relativement homogènes. Argument insuffisant peut-être, en comparaison avec la Yougoslavie? La partition de la Tchécoslovaquie en tout cas n'a pas provoqué de chasse à l'homme. En Yougoslavie, les déplacements ont eu lieu dès *avant* la guerre, y ont poussé par la suite, puis le conflit les a précipités à beaucoup plus grande échelle et les accords de paix les ont sanctionnés.

Dans et depuis la partition, l'Inde reste officiellement laïque, mais cette laïcité est constamment entamée et menacée par l'"universalisme" particulariste et "neutre" de sa majorité hindoue avec des tentations intégristes de plus en plus véhémentes⁸⁴. Un détail important: la religion et l'Etat ont des manières différentes mais comparables de mise en place des hiérarchies patriarcales, et une complicité complaisante à ce propos au sujet des femmes⁸⁵. Alors qu'aujourd'hui des violences communautaires (ethniques ou religieuses) font recette, on refuse toujours de voir leur origine dans la constitution de la nation dont l'un des instruments est le grand partage patriarcal. R. Samaddar remarque que l'ethnicité est supposée vandaliser la nation, alors que la démocratie la sacralise, et que l'on refuse le statut de demandeuses de démocratie aux ethnies qui pourtant s'en réclament. Sur quels principes? Par où passe la distinction entre l'ethnicité et la nation, si elle n'est pas dans la seule dénomination? Et il répond – en soulignant le critère pragmatique centré en soi: "Ainsi, la nation pour

of National Identity, in «Studies in Eastern European Thought», Vol. 46, Nos. 1-2, janvier 1994; "Our Women"/"Their Women": *Symbolic Boundaries, Territorial Markers and the Violence in the Balkans*, in «Peace and Change», Vol. 20, No. 4, octobre 1995, et *La formation de l'ethnocratie*, in «Transeuropéennes», Vol. 8, automne 1996. Également, J. Ivekovic: «Modern Authoritarian Ethnocracy: Balkanisation and the Political Economy of International Relations», in Carl-Ulrik Schierup (ed.), *Scramble for the Balkans: Nationalism, Globalism and the Political Economy of Reconstruction*, Warwick, Macmillan Press-Centre for Research in Ethnic Relations, University of Warwick, 1999.

⁸³ Le président nouvellement élu, Vojislav Kostunica (pour l'heure sans pouvoir et sans Etat), invité au sommet Européen de Biarritz, a déclaré vouloir remplacer l'appellation désormais désuète de "Yougoslavie" par "Serbie-Monténégro". Même si ses raisons restent nationalistes (ce sont les autres, Slovènes et Croates essentiellement, qui auraient quitté l'Etat commun dans un mouvement séparatiste), l'initiative de changement de nom nous paraît bonne.

⁸⁴ Il y aurait beaucoup à dire sur la particularité de la laïcité (*secularism*) indienne. A ce sujet, voir les articles ici même; également, Partha Chatterjee, *Secularism and Toleration*, in «Economic and Political Weekly», July 9 1994; *L'Inde et la question nationale*, rassemblé par Jean-Luc Racine, numéro spécial d'«Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique», No. 71, 1994, articles de J.-L. Racine, de Ch. Jaffrelot, de M.J. Zins; Nivedita Menon, *State/Gender/Community. Citizenship in Contemporary India*, in «Economic and Political Weekly», Vol. XXXIII, No. 5, 31 January 1998. Voir aussi les essais d'Amartya Sen sur le sécularisme indien rassemblés de diverses sources originales: A. Sen, *Laicismo indiano*, A. Massarenti (a cura di), Milan, Feltrinelli, 1998. En bref, le sécularisme ne concerne pas, comme le principe de laïcité, une séparation entre l'Etat et la religion, mais un pareil traitement de toutes les religions de la part de l'Etat. D'autre part, le sécularisme introduit une grille de lecture et des critères à la fois modernes et occidentaux, qui font en sorte que seuls les Indiens modernes, non-communautaires, non-religieux, sont les "bons". Ainsi la société indienne est-elle scindée, en plus des autres clivages, en "sécularistes" et "obscurantistes irrationnels communautaires", car tous ceux qui ne s'identifient pas aux premiers ne peuvent que se retrouver hindous, musulmans, sikhs etc, n'ayant pas le choix de ne pas adhérer explicitement à une religion: "le sécularisme et l'étatisme vont main dans la main en Inde", conclut Ashis Nandy, *Secularism*, in «Seminar», No. 394, juin 1992, p. 30, cité par J.-L. Racine dans *Rama et les joueurs de dés.*, in: *L'Inde et la question nationale*, cit., p. 40, note 14. D'autre part, il n'est pas inutile de rappeler, comme le fait John Keane, que parfois "le sécularisme est le refuge d'une violente intolérance" d'origine occidentale: J. Keane, *Les limites du sécularisme*, in «Le Bulletin de la Lettre internationale», No. 14, été 1999, p. 61.

⁸⁵ Kumkum Sangari, *Politics of Diversity. Religious Communities and Multiple Patriarchies*, in: «Economic and Political Weekly», December 23, 1995; Partha Chatterjee, «The Nationalist Resolution of the Women's Question», in: K. Sangari and Sudesh Vaid (eds.), *Recasting Women. Essays in Indian Colonial History*, New Brunswick (N.J.), Rutgers University Press, 1990.

nous⁸⁶, l'ethnicité pour vous; également, nous nous globalisons, alors que vous vous fragmentez; la nôtre est démocratie, la vôtre violence; nous sommes souverains et pouvons donc conclure des traités, vous êtes subordonnés, et par conséquent vous pouvez être l'objet des accords⁸⁷. Ce qui se reproduit constamment ainsi, dit il plus loin, c'est l'*outsider* de la nation, nécessaire à son authentification. Pas de nation sans ennemi⁸⁸. Les négociations et les accords de paix sanctionnent en général un état de fait et des partages déjà accomplis, qui sont eux-mêmes le résultat du conflit⁸⁹.

Le colonialisme a laissé en Inde l'héritage des codes civils distincts pour les différentes communautés religieuses d'où la spécificité du sécularisme indien. La condition des femmes reste encore aujourd'hui en grande partie gouvernée par ces différences juridiques irréductibles. Les communautés se différencient entre elles par la manière "privée" comment chacune d'entre elles traite ses femmes. Comme c'est toujours le cas dans la construction d'une nation, on a fait du contrôle des femmes un enjeu majeur mais, "le domaine juridique dans lequel les réformistes sociaux construisirent la féminité n'a pas été très différent des lois personnelles (des codes civils séparés, *personal laws*) basés sur les écritures. Il faut donc réexaminer la prétendue promotion des libertés des femmes dans l'engagement des réformistes sociaux", écrit Jashodhara Bagchi⁹⁰. Cette histoire se répète depuis la naissance du mouvement pour l'indépendance. L'instrumentalisation de l'altérité construite est à la base de la constitution de l'identité nationale et/ou religieuse. Le flou entre identité religieuse et nationale est voulu, il permet des glissements et des légitimations par d'autres champs. D'ailleurs, Christophe Jaffrelot parle bien d'un nationalisme, plutôt que d'un intégrisme hindou et il n'a sans doute pas tort⁹¹.

Les termes (le langage) choisis pour la dénomination officielle de la nation déterminent sa compréhension. L'Union Indienne, Etat composite, n'a considéré comme étant la nation que l'ensemble. L'erreur d'analyse en Inde, voulue car due au souci d'indépendance et de construction de l'Etat national ainsi que d'une nation-société, a été de ne pas voir l'identité de structure et de fonctionnement entre nation et communauté. Ceci a permis d'occulter qu'une même logique de violence anime les deux et qu'elle ne peut que se perpétuer dès lors qu'elle a été légitimée par la raison d'Etat et l'indépendance. La nation n'est, à son apparition, et

⁸⁶ Ou l'universel pour moi et le particulier pour toi: "Dans le système libéral, les dominants se constituent en «universel» et rejettent du côté du particulier les exclus qui se constituent en groupes spécifiques pour défendre leurs intérêts", écrit Martine Spensky dans «Universalisme des hommes, particularisme des femmes», in: M. Spensky (sous la dir. de), *Universalisme, particularisme et citoyenneté dans les Îles Britanniques*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 127-8.

⁸⁷ «*Those Accords*». *A Bunch of Documents*, South Asia Forum for Human Rights, Paper Series No. 4, Kathmandu, 2000, pp.4-5.

⁸⁸ La différence entre "nation" et "ethnie" vaut celle entre "langue" et "dialecte". C'est une question de convention. Une langue est un dialecte politiquement réussi, comme une nation est une ethnie politiquement parvenue.

⁸⁹ Tanja Sekulic, «Distruzione etnonazionalista della società: il caso della Bosnia», in: Giuseppe Ieraci, Liborio Mattina, *Studi politici. Numero monografico dedicato all'Europa Centro Orientale e Balcanica*, Trieste, EUT, 1999, p. 259.

⁹⁰ Jashodhara Bagchi, «Women's Empowerment: Paradigms and Paradoxes», in Uma Chakravarty and Kumkum Sangari (eds.), *From Myths to Markets*, New Delhi, Manohar, 1999, p. 373. "La consolidation des valeurs domestiques basées sur les Personal Laws religieuses a été l'une des manières de la construction de l'idéologie de la résistance anti-coloniale", écrit encore J. Bagchi dans l'Introduction à J. Bagchi (ed.), *Indian Women. Myth and Reality*, Hyderabad, Sangam Books, 1995, p. 11. Dans ce même livre, un texte fort intéressant de Tanika Sarkar analyse le rapport contradictoire entre la construction par les nationalistes hindous du mythe de la femme en Inde ancienne (en tant qu'indépendante et intellectuelle) et en même temps (au XIXe siècle) leur célébration des mariages d'enfants et des valeurs patriarcales: «Hindu Conjugalité and Nationalism in Late Nineteenth Century Bengal», in *ibid.*, pp 98-115.

⁹¹ Ch. Jaffrelot, *Les Nationalistes hindous. Idéologie, implantation et mobilisation des années 1990*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993; également, *Nationalisme hindou, territoire et société*, in: *L'Inde et la question nationale*, «Hérodote», No. 71, *op. cit.*, pp. 93-112.

avant d'être historiquement et par/avec la volonté citoyenne construite en société (construction qui ne va pas de soi), qu'une communauté à hiérarchie verticale. Elle est foncièrement non-démocratique envers tout ce qu'elle exclut, pratiquant une "démocratie" limitée aux siens. Dans ce processus incertain de devenir nation-société, possible mais jamais garanti, le sujet doit encore devenir citoyen en s'émancipant individuellement de son assujettissement à la communauté. On est Indien individuellement et non en tant que membre d'une communauté. Les termes furent beaucoup moins clairs en Yougoslavie, ce qui contribua à la confusion identitaire générale⁹². Paradoxalement, la communauté doit parvenir à se transformer fondamentalement en une structure dynamique et ouverte pour arriver à composer une société en négociant les positions des uns et des autres. Mais dans la promesse et la nomination de la nation (-société), on inscrit la démocratie, et par *anticipation narrative* on fait croire qu'elle est déjà à portée de main. Autrement dit, la nation-communauté fait crédit de la nation-société qui n'est pas encore⁹³. On peut ainsi formellement séparer, comme si elles s'opposaient les unes à l'autre, les communautés (perçues plutôt comme religieuses que comme ethniques) à la nation Indienne. "Toute considération de l'Etat-nation se doit de réfléchir à la question des nations insérées dans des formations politiques plus grandes", écrit Ravinder Kumar. "L'exemple classique de ce phénomène était l'URSS, qui se composait, au moins en théorie, d'un certain nombre de nations rattachées dans une fédération protégeant leur identité culturelle tout en renforçant leur participation à une communauté fédérale plus vaste. L'Inde [...] est un autre exemple de ce type. Elle se compose d'un certain nombre d'unités linguistiques et culturelles bien définies appelées Etats, rattachées dans une république où le pouvoir et l'autorité du centre sont mis en avant au détriment du pouvoir et de l'autorité des Etats constitutifs. On a décrit formellement l'Union soviétique comme une communauté multinationale où chaque république représentait une nation bien distincte au sein de la vaste fédération. On définit au contraire formellement la République indienne comme une seule nation, se composant d'une constellation de sous-nationalités, chacune formant un Etat de la nation"⁹⁴.

C'est exactement le contraire de ce qui s'est produit en Yougoslavie entre 1945 et 1990, où il y avait une interdiction plus ou moins officieuse⁹⁵ du terme et du concept de nation pan-yougoslave, par souci de ne pas froisser les sentiments nationaux et identitaires des uns et

⁹² C'est un concept clair de citoyenneté *individuelle*, mais exercée *en commun*, qui faisait défaut en Yougoslavie. On n'était pas pour autant citoyen yougoslave en tant qu'appartenant à une ethnicité ou à une nation. Le lien entre nationalité et citoyenneté, ambigu en toute circonstance, l'était tout particulièrement en Yougoslavie. Mais l'apparition de la mention "nationalité" dans tous les questionnaires (par souci de "sécularisme" national et d'équidistance identitaire) rendait celle-ci prépondérante. Un certain esprit de collectivité déteignait toujours sur la citoyenneté par dessus son aspect individuel, et rendait difficile de faire la part des choses entre les niveaux individuel, commun et collectif. Voilà un exemple de ce que la confusion *théorique* peut vraiment avoir de répercussion (néfaste) sur la pratique politique.

⁹³ Exemple, l'Autriche-Hongrie selon István Bibó: "Lorsque, à la fin du XVIIIe siècle, le nationalisme démocratique moderne explose et revendique sa place en Europe occidentale et septentrionale, il ne fait pas de doute que le cadre dont le peuple veut s'emparer ne peut être que national et coïncider avec les frontières de l'Etat déjà existantes (...). Mais il n'en est pas de même en Europe centrale et orientale. [L]es deux facteurs [de la formation du Saint Empire romain germanique et l'invasion de l'Empire Ottoman] ont contribué à la formation d'un Empire qui devait gravement compromettre la constitution des Etats nationaux dans cette région. Cet Empire était celui des Habsbourg. (...) Aucun effort sérieux d'unification ne s'est manifesté dans ce conglomerat. (...) L'Empire de Marie-Thérèse, qui ne porte pas le titre d'Impératrice, n'a même pas de nom, c'est un ensemble de nations ou de fragments de nations. (...) C'est seulement dans la seconde moitié du XVIIIe siècle que se manifeste la volonté d'insuffler une conscience nationale vaguement "autrichienne" (...)". (*Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*, Paris, Albin Michel, 1993, pp. 133-5.)

⁹⁴ R. Kumar, *L'Inde: "Etat-nation" ou "Etat-civilisation"?*, in: *L'Inde et la question nationale*, «Hérodote», No. 71, cit., pp. 45-6.

⁹⁵ Le flou entre l'officiel et l'officieux étant monnaie courante dans ce système de semi-publicité. R. Ivekovic, *Autopsia dei Balcani. Saggio di psico-politica*, Milan, Raffaello Cortina, 1999.

des autres, et au nom d'une fédération pluri-nationale citoyenne⁹⁶. Une bonne raison de ce refus de créer une nation yougoslave se situait dans la volonté des pères fondateurs de ne pas alimenter un nationalisme grand-serbe déguisé en yougoslavisme, menace réellement existante⁹⁷. Officiellement, la Yougoslavie de 1945 à 1991 était multi-nationale et multi-culturelle. Les appartenances aux différents Etats de l'Union n'entraînent pas, aux yeux des Indiens, d'identité nationale ni de citoyenneté des unités fédérales. Le repli identitaire n'a pas été (ou n'a été que peu et tardivement dans certains cas) fabriqué à partir de l'origine régionale, il l'a été plutôt par référence à la religion, à des coutumes, bref, à la "culture" de manière a-territoriale (et donc plus facilement essentialiste). Mais il était inscrit dans et dès la naissance de la nation. L'Union Indienne prévaut toujours sur l'appartenance aux divers Etats, alors que la Yougoslavie s'était fortement décentralisée avec le temps. Les habitants d'un Etat de l'Union n'en portent pas la nationalité, comme cela a été construit en ancienne Yougoslavie. Il n'y a pas d'Etat-nation *au dedans* de l'Inde qui est à elle-même un Etat-nation, comme il y en avait au dedans de la Yougoslavie socialiste où chaque république était un Etat-nation (avec l'exception originale de la Bosnie-Herzégovine qui était "tri-nationale"). L'"affectivité politique" et l'identité portent en Inde sur la communauté plus ou moins religieuse, sur la langue, sur l'immédiat et le familier, sur la région sans référence à l'organisation politique structurale. L'identité linguistique, culturelle, communautaire, de toute manière, n'y est pas toujours géographique ou territoriale. Les identités, la nationalité même, sont plus ouvertes, les frontières officieusement plus souples ou impossibles à contrôler⁹⁸. Des communautés venant à l'origine de l'autre bout du pays ont pu habiter depuis toujours une région éloignée en gardant leurs caractéristiques. Certaines villes sont très cosmopolites, d'un cosmopolitisme sub-continental⁹⁹. Des communautés de langues différentes ont toujours coexisté,

FIG. 1

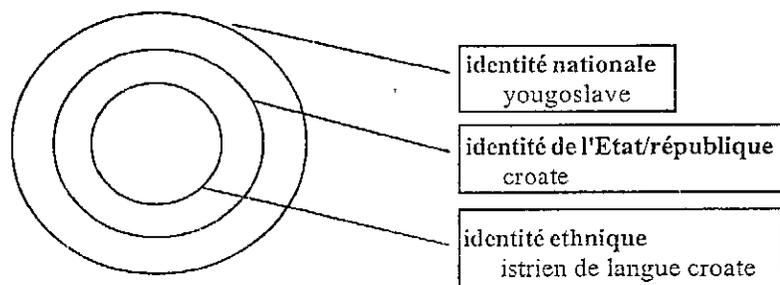


Fig. 1. Représentation graphique du modèle inclusif des identités multiples: l'identité ethnique locale se répand au travers des diverses appartenances jusqu'à l'identité nationale¹⁰⁰

⁹⁶ Une remarque quant à la difficulté de *percevoir* la violence originare, difficulté qui s'étend aux éventuelles analogies que l'on pourrait en tirer: je fais allusion à ma propre double cécité lorsque, en tant qu'indianiste préparant ma thèse en Inde, j'apprenais l'histoire douloureuse de la partition, et observais l'agressivité quotidienne entre les communautés. Premièrement, je ne voyais pas de rapport entre les deux, d'ailleurs occulté officiellement. Pourtant, l'origine *dans* la violence garantissait son principe et la reproduisait, ne fut-ce que par la nécessité de justifier la partition comme rationnelle et fondatrice de la nation, ce qui faisait voir dans l'unique optique de la violence folle ce qu'étaient d'éventuelles résistances à la partition. On oublie trop souvent que celle-ci est un processus continu jusqu'à nos jours et sans doute au delà. Deuxièmement, en tant que jeune Yougoslave au début des années soixante-dix, je ne faisais pas d'analogie avec mon pays, pluri-national comme l'Inde. Les principes fondateurs nous restent cachés. L'Inde n'a d'ailleurs, sagement, jamais adopté la doctrine des nationalités multiples *depuis* la déchirure originare qui admet tacitement le partage en deux (tout en réfutant la théorie des deux nations). C'est que la partition de l'Inde était déjà advenue, alors que celle de la Yougoslavie devait encore avoir lieu. Après cette dernière, les analogies ne sautent hélas que trop aux yeux.

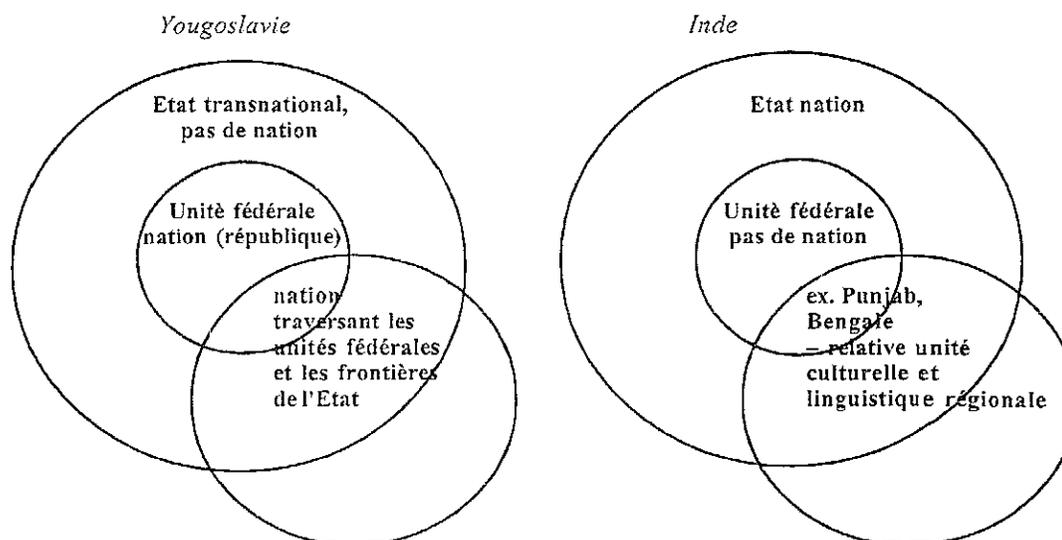
⁹⁷ Latinka Perovic, *Ljudi, dogadjaji i knjige*, Belgrade, Helsinski odbor, 2000.

⁹⁸ R. Samaddar, *The Marginal Nation*, cit. Voir aussi: Tapan K. Bose, Rita Manchanda (eds.), *States, Citizens and Outsiders. The Uprooted People of South Asia*, Kathmandu, SAFHR, 1997.

⁹⁹ R. Ivekovic, *Bénarès*, L'Harmattan, 2000 (à paraître).

¹⁰⁰ Le schéma et la légende de la Fig. 1 sont empruntés à Renata Kodilja, «Identità nazionale e nazionalismo

FIG. 2



Dans les deux cas, la fragmentation devient visible dans le cercle intérieur mais a son origine dans le cercle extérieur par rapport à lui.

nationalisme = négatif

patriotisme civil pour la fédération qui représente le tout

nationalisme = fragmentation

nationalisme = communautarisme

le tout est le transnational

le tout n'est pas monolithique

les différences sont (modérément) importantes et représentées officiellement (rituellement)

"fraternité et unité"
(pas de sexes admises)

laïcité et différences religieuses (sans importance)

nationalisme = positif

nationalisme = patriotisme pour le tout

nationalisme = unité

nationalisme contre communautarisme

le tout est la nation

la nation est monolithique

les différences ne font pas partie de la définition politique mais sont reconnues

"unité dans la diversité"
(pas de sexes reconnus)

sécularisme et hégémonie des différences religieuses

comme des castes très diversifiées (la hiérarchie entre ces dernières est une autre affaire).

En Yougoslavie, les différents nationalismes se sont donné forme d'après le découpage des unités fédérales¹⁰¹, avec la spécificité trans-territoriale serbe, et une similaire aspiration extra-territoriale croate en Herzégovine (trans-territorialité revendiquée de manière latente des deux côtés par des nationalistes, réactivées au moment du démantèlement). C'est une question de rapport entre le centre et les États. Ce qui empêchait en Yougoslavie l'expression formelle du pluralisme, c'était l'État-parti unique et la démocratie sans partis exprimée comme autogestion¹⁰². Le pluralisme réel d'idées existant pourtant au sein du parti (mais non articulées, non-systématisées, non-autorisées à l'état "sauvage") qui n'était qu'un rassemblement idéologique assez flou était en principe soumis à l'intérêt principal de la classe politique à défendre et à une façade dogmatique et une unité supposée intouchables. En Inde, la pluralité s'exprime "dès lors que celle-ci ne met pas en jeu l'unité de la nation"¹⁰³. En Yougoslavie, elle s'exprimait dès lors qu'elle ne mettait pas en jeu les intérêts du régime et du pouvoir, étant entendu – à tort – que l'unité était acquise à jamais. Le centre a su manœuvrer et faire des concessions dans les deux cas, mais les enjeux n'étaient pas les mêmes. Le centre, en Yougoslavie, c'était le Parti (l'État-Parti) qui, paradoxalement, devait s'accommoder d'une décentralisation administrative et territoriale substantielle¹⁰⁴. Mais en Inde, le centre c'est l'État, et s'il n'y a en général pas d'identité nationale pour les unités étatiques, il y a bien des communautarismes, sans que pour autant ceux-ci soient toujours déterminés territorialement¹⁰⁵. Certains ont même constamment changé de principe de division pour s'adapter, tels que celui du Pendjab. Le terme de "communalism" (communautarisme) est un terme bien *indien* de la langue anglaise. Il s'applique à la fois à la caste et à la communauté des castes, à la religion, toujours dans le sens patriarcal et vertical du terme, qui exclut la société avec son espace public et politique. La caste, elle, est une communauté par naissance, fondamentalement exclusive, organisée autour de l'idée de pureté rituelle, et en interaction complexe avec d'autres groupes et critères. Ce système est dynamique et en constant ajustement, au contraire de ce qu'il peut paraître. La caste est déterminée par la hiérarchie des sexes et par une "pureté" raciale imaginaire, c'est à dire par l'obsession de l'origine et du *principe de maintien de l'identité*¹⁰⁶. Elle est très fortement sexuée, et la hiérarchie

nell'ex-Jugoslavia. Un analisi psico-social», in: G. Ieraci, L. Mattina (a cura di), *Studi Politici. Numero monografico dedicato all'Europa Centro Orientale e Balcanica*, cit., p. 243. Ce schéma s'applique à l'ancienne Yougoslavie. Précisons que l'auteur appelle conventionnellement "identité nationale" ce qui précède, n'avait pas officiellement le statut de nation dans ce pays, et elle nomme "identité de l'État/république" ce qui y est officiellement considéré nation. C'est justement dans cet écart entre la nomenclature officielle et la réalité que se situe le problème non seulement théorique, mais bien pratique. Voir notre schéma suivant, Fig. 2.

¹⁰¹ R. Iveković, «Nation et Identity in Post-Socialist Transition», in K. Glass, R. Hettlage, R. Scartezzini (Hg.), *Erweiterung Europas*, Vienne-Poznan, Österr. Gesellschaft für Mitteleurop., Studien & Humaniora, 1998, pp. 229-43.

¹⁰² Nebojsa Popov, *Disidentska skripta*, in: «Republika», Nos. 242-3, Belgrade, 2000, p. 21.

¹⁰³ J.-L. Racine, «Rama et les joueurs de dés. Questions sur la nation indienne», in: *L'Inde et la question nationale*, «Hérodote», No. 71, cit., p. 20.

¹⁰⁴ Les premières années après la deuxième guerre mondiale, la Yougoslavie était fortement centralisée et construite selon le modèle soviétique. La rupture en 1948 entre Tito et Staline incita la Yougoslavie à s'en départir. La rigidité d'un régime à tendance totalitaire céda peu à peu à un système plus souple, moins centralisé, mais néanmoins organisé autour du Parti, et relaxé au niveau du rapport entre la fédération et les États. La démocratie ébauchée allait se construire sur les principes de l'autogestion, en contradiction avec le rôle rassembleur du parti, et à l'exclusion d'autres dimensions possibles (par exemple, pas de place pour l'articulation de la différence des sexes dans l'autogestion). Voir Jozse Pirjevec, *Serbi, croati, sloveni. Storia di tre nazioni*, Bologne, Il Mulino, 1995. V. N. Popov, *op. cit.*

¹⁰⁵ Partha Chatterjee, *The Nation and its Fragments: Colonial and Postcolonial Histories*, Princeton, Princeton UP, 1993; *A Possible India: Essays in Political Criticism*, Delhi, OUP, 1997; *The Partha Chatterjee Omnibus*, Delhi, OUP, 1999.

¹⁰⁶ M.N. Srinivas, *The Dominant Caste and Other Essays*, Bombay-Calcutta-Madras, Oxford University Press, 1987; Veena Das, *Structure and Cognition*, Bombay-Calcutta-Madras, Oxford University Press, 1977;

des sexes y gère les autres inégalité. Mais les castes sont loin d'être la seule réalité de la société indienne, et ont des fonctions beaucoup plus complexes de différenciation et d'intégration que celles, simplement de séparation, qu'on leur attribue généralement en Occident. Leur hiérarchie même est dotée d'une prétention à l'universalité¹⁰⁷. Les castes intègrent par la hiérarchie, par un clientélisme de haut en bas et par l'interdépendance pratique de toutes¹⁰⁸.

Urvashi Butalia a bien saisi, quant à elle, le rapport qu'il y a entre la dislocation du pays et les divers effrittements sociaux dans un régime de castes et de classes. Les rejets et exclusions se complètent, se soutiennent et se renforcent mutuellement en se légitimant les uns les autres: les femmes, les parias, les communautarismes, les divers hors-caste, les autres religions, les paysants etc, témoignent, dans la marginalisation dont ils sont l'objet, d'apartheid et patriarchies fonctionnant à toutes les échelles (ce n'est nullement une spécialité indienne). Ce qui apporte du sel à son écriture, comme dans le cas d'autres livres remarquables dans cette série inégalée de documents et de mise à plat des dernières années, ce sont les exemples, les récits recueillis, l'histoire directe racontée par les acteurs et les victimes des événements¹⁰⁹.

Bien que l'ensemble (l'Inde, la nation) ait toujours été fragile car d'emblée fêlé, il n'a jamais été contesté par le langage politique, sauf marginalement. Mais cette marginalité divisionniste garantit le caractère secessionniste de la nation elle-même, toujours déjà partagée ou en devenir. C'était le contraire de ce qui s'est produit en Yougoslavie, où pourtant la partition a également eu lieu, se donnant un exemple à poursuivre. Le terme et le concept de nation étaient réservés, en Inde, à l'ensemble – une union d'Etats, l'Inde entière, et à l'appartenance de chacun individuellement mais en commun et en société, à la nation en tant que citoyen. Au contraire, en Yougoslavie, le statut de la nation/des nations n'était pas tiré au clair. Ce statut n'était pas officiellement l'inverse de celui de la nation indienne, c'est à dire, la nation n'était pas non plus conçue comme provenant de la communauté en tant que quelque-chose de prépolitique. Elle était à proprement parler décrétée par en haut de manière abstraite et par une volonté "divine". Subrpticement, son caractère construit était admis, si ce n'est que par le soin que les dirigeants prenaient à ne pas édifier de nation yougoslave. Mais la nation ne se basait pas plus sur l'individu que sur la communauté. Tout se passe comme s'il y avait eu une volonté de définir autrement la communauté: en tant que communauté d'autogestion par exemple, faite d'auto-gestionnaires conscients ("neutres" sous d'autres aspects). Mais l'"entièreté" imaginaire et désirée de l'Inde est un paradoxe, car dans et par la partition la nation se reconnaît non-entière. Les différends ne concernaient que les identités régionales ou communautaires, et ne mettaient pas en cause l'universel. Ce dernier et la nation, ne se présentaient que d'emblée occultés dans leur caractère inachevé et inachevable.

Dragoljub Nesic, "Savremenc promjene kastinskog poretka u selima Indije", in *Socijalno-etnicka struktura i politicki pokreti*, Belgrade, Institut za izucavanje radnickog pokreta, 1967. Pour le principe de maintien d'identité, voir mes publications.

¹⁰⁷ Dans le système social des quatre *varna* (chaque *varna* consistant en de nombreuses castes), qui laisse dans l'invisibilité divers parias, *harijan* et autres *dalit* et intouchables, le terme de *brahmana* (individu appartenant à une caste au pouvoir sacré) a son origine dans l'universalisation d'un principe et d'un idéal particulier dominant ou hégémonique (*brahman*), celui des membres du groupe. La subordination des autres castes n'est pas toujours ressentie comme opprimante et conflictuelle, en tout cas pas à tout moment de l'histoire, puisque les intérêts des brahmanes peuvent être assumés par tous les autres sous prétexte de protection et de certains avantages marchandables. R. Ivekovic, *Pregled indijske filozofije*, Zagreb, Filozofska misao, 1981. Pour une remarquable transposition littéraire d'un problème à la fois de rapports de caste, de rapport entre les sexes ainsi que de relations entre castes et différence des genres au Kerala aujourd'hui, lire Arundhati Roy, *The God of Small Things*, Londres, Flamingo-Harper Collins, 1997. Voir le n. spécial d'«Esprit», hors série *La démocratie indienne*, No. 107, 1985, avec des articles de Rajni Kothari et autres. Également «Purushartha», *Violence et non-violence en Inde*, No. 16, 1994, avec les articles de M. Biardeau, Ch. Malamoud, Vecna Das et autres.

¹⁰⁸ R. Ivekovic, *Druga Indija*, Zagreb, SK, 1982.

¹⁰⁹ U. Butalia, *The Other Side of Silence*, cit., "The Margins", pp. 223-58.

Ils sont posés “comme (un) tout”, une promesse à remplir au prix de futures partitions. En Inde, le maintien de la fiction de totalité a été rendu possible, entre autre, par l’existence d’une forte et importante classe moyenne pan-indienne qui fait le poids. Celle-ci est porteuse d’intégration *culturelle* indienne, de même qu’elle est aujourd’hui l’agent de sa nouvelle prospérité libérale. Cette culture et ces intérêts communs (avec toute les diversités) représentent un capital intégratif pan-indien *réel* venant de la continuité¹¹⁰. Ce dernier n’a pas la faiblesse du seul capitalisme symbolique¹¹¹ (imaginaire) yougoslave et du multi-culturalisme socialiste folklorisé, il n’a rien d’un remplacement symbolique. Ce capital culturel commun a la capacité de se mettre en oeuvre réellement, car il produit de l’héritage commun tangible et pas simplement de la décoration à clé pour satisfaire les quotas, comme cela a été le cas en Yougoslavie dans la sphère de la culture officielle et par manque d’intégration sociale et culturelle. Ce capital, en Inde, ne peut être entamé que par les déchirements communautaristes, qui en effet ne manquent pas. Mais il y a fort à parier qu’il puisse encore longtemps se défendre du fait d’acquis effectifs pour une partie non négligeable de la population (les classes moyennes et favorisées), vue aussi la simple quantité (dimension) en termes absolus et non du fait de prétentions à une pure portée symbolique. Quoique le symbolique soit lui-même bien réel.

Depuis la lutte pour l’indépendance, en Inde comme dans d’autres pays autrefois colonisés, le nationalisme est un concept positif et libérateur: c’est celui qui allait apporter l’indépendance de la nation et de l’Etat confondus, la nation étant au service de l’Etat¹¹². Le nationalisme affranchissant, dont l’esprit de résistance est forgé pendant la longue période coloniale, est ambigu quant à la différence des sexes. Il est important de souligner ceci parce que la hiérarchie des sexes a tendance à se présenter comme archétypale, et elle sous-tend et détermine toutes les autres en gérant la “pureté raciale”. Le contrôle de la sexualité est un moyen très fort de coercition dans n’importe quel cadre, et précède l’Etat¹¹³. C’est la colonie qui apporte et instaure l’Etat qui, lui, deviendra plus tard indépendant. La colonie apporte une modernité ambiguë et déplacée, et qui va être appliquée à des conditions “prémodernes”. Elle donnera donc des résultats politiquement, socialement, culturellement différents qu’en Occident. Les colonisateurs sont eux mêmes issus de sociétés qui se veulent démocratiques et universalistes (mais qui n’appliquent pas ces principes dans les territoires occupés)¹¹⁴. Tout cela éjecte le sujet de sa communauté traditionnelle, ce qui amène celle-ci à tenter une reformulation du lien social (qui a toujours lieu à partir de la reconstitution et de l’ajustement du patriarcat). Ceci peut avoir lieu soit par une “re-traditionnalisation” (re-communautarisation) plus ou moins conservatrice ou obscurantiste, ou bien par une tentative, pour le sujet, de

¹¹⁰ A tel point que certains auteurs parlent (en l’idéalisant dangereusement) d’Etat-civilisation plutôt que d’Etat-nation, ex. Ravinder Kumar, *L’Inde: “État-nation” ou État-civilisation*?, in: *L’Inde et la question nationale*, cit., pp. 43-61. Jean-Alphonse Bernard lui répond plus loin que “les événements de 1946-47 ont été la rupture d’une civilisation-en-devenir au nom de l’Etat-nation invoqué par les deux parties en conflit” (*ibid.*, p. 61). Appliquant une autre terminologie, au lieu de parler d’Etat-civilisation, Max Jean Zins remarque, toujours dans la même publication, qu’“à la notion de l’Etat-nation, les nationalistes hindous opposent celle de société-nation. L’individu y trouve, certes, sa place, mais dans la seule mesure où il est conçu comme faisant partie d’un tout [...] et au prix d’une certaine dévalorisation du concept d’Etat”. (*Ibid.*, p. 67).

¹¹¹ Josip Zupanov, *Tranzicija i politicki kapitalizam*, in «Republika», Nos. 224-225, 1-30.11.1999. L’auteur parle de “capitalisme politique” (à la différence d’économique), mais il est évident qu’il s’agit là de capitalisme symbolique, les “valeurs capitalistes” ayant prévalu mondialement, y compris dans le socialisme.

¹¹² Alors qu’après 1945 le nationalisme fut discrédité en Europe, il reprit du service par la décolonisation de par le tiers monde, “en manifestant des analogies avec le «réveil des peuples» européens du siècle précédant, mais également avec un caractère artificieux et d’ingégnuerie plus accentué”, écrit Francesco Tuccari, *La nazione*, Bari, Laterza, 2000, p. 130. Les uns et les autres peuvent être soit intégrateurs soit “démembrants”.

¹¹³ Partha Chatterjee, “More on Modes of Power and the Peasantry”, in R. Guha, G. Chakravorty Spivak (eds.), *Selected Subaltern Studies*, New York-Oxford, OUP, 1988, p. 363.

¹¹⁴ Maurice Goldring, “Irlande, droits collectifs et droits individuels”, in: M. Spensky (sous la dir. de), *Universalisme, particularisme et citoyenneté dans les Iles Britanniques*, Paris, L’Harmattan, 2000, p. 112.

choix “libre” et dans la société (un choix plus moderne et conflictuel, éventuellement tout au plus porteur de démocratie patriarcale moderne). Les modes communautaires de distribution du pouvoir peuvent très bien coexister avec l’organisation étatique – même moderne – du pouvoir, et ne pas se passer au même niveau qu’elle mais la croiser¹¹⁵. Cependant avec l’Etat arrive aussi la séparation du pouvoir privé et du pouvoir public. C’est là qu’on entrevoit à un premier degré “que le pouvoir est nu” ou “que l’universel est vide”. Le père n’est désormais que le père de la famille, un pouvoir individuel plus ou moins arbitraire à la maison, alors que par rapport à l’Etat colonial il peut être l’ennemi, le subalterne, le résistant, etc. Le colonialisme affaiblit ce père “local”. Le père, en principe figure de la domination, prendra donc sa revanche sur ses dépendants, par exemple en rattachant son pouvoir personnel à celui du mouvement de la résistance, pour y réasseoir la hiérarchie, complice de l’oppression familiale, de la caste et de la communauté. La libération sur un plan n’est pas automatiquement libératrice sur un autre, et produit selon les circonstances de toujours nouvelles figures. J. Habermas n’a pas l’air, lui, de se rendre compte de l’ambivalence de cette *modernité sous condition*, transplantée, libératrice néanmoins, mais de manière mitigée dans un contexte extra-européen, lorsqu’il décrit – plein d’optimisme – la reconfiguration sociale qui se fait “avec chaque avancée”: “Avec chaque avancée nouvelle de la modernisation, les mondes vécus intersubjectivement partagés s’ouvrent pour se réorganiser et se refermer. Ce changement de forme est au centre de la sociologie classique, qui en donne des descriptions toujours nouvelles: du statut au contrat, du groupe primaire au groupe secondaire, de la communauté à la société, de la solidarité mécanique à la solidarité organique etc. L’impulsion à l’ouverture est donnée par les nouveaux marchés, les nouveaux moyens et les nouvelles voies de communication”¹¹⁶.

C’est ainsi que l’on s’apercevra entre autre que s’exerce, par les luttes de libération nationale, un double contrôle sur les femmes, instrumental dans la reconfiguration du pouvoir: “premièrement le contrôle de l’homme d’une communauté qui établit sa propre “identité” en exerçant sa territorialité sur le corps de la femme, et deuxièmement celui de “sa” communauté à elle qui invoque des obligations de pureté rituelle pour l’exclure des domaines rituellement purs du foyer et du mariage, et de l’eau potable”¹¹⁷. Le “vide” du pouvoir ou de l’universel est immédiatement “rempli” par le concret de l’exigence d’actualité politique¹¹⁸. Le chaînon manquant dans l’explication de la déroute yougoslave n’est pas le nationalisme, mais plutôt les alternatives et résistances à celui-ci qui ont été passées sous silence¹¹⁹ comme le dit R. Samaddar d’un autre contexte: “l’histoire de la partition de l’Inde reste incomplète sans le récit de comment cette histoire est construite sur l’étouffement des voix contraires”¹²⁰.

Tant que l’Inde se maintiendra comme cadre général de tous ses différents peuples, le terme de nationalisme gardera sa connotation positive. En effet, par convention tacite il ne s’applique pas aux séparatismes ou autonomismes indiens, pourtant nombreux, surtout dans

¹¹⁵ Partha Chatterjee, “More on Modes of Power and the Peasantry”, in R. Guha, G. Chakravorty Spivak (eds.), *Selected Subaltern Studies*, New York-Oxford, OUP, 1988, pp. 351-90.

¹¹⁶ J. Habermas, *Après l’Etat-nation*, cit., pp. 80-1.

¹¹⁷ Jashodhara Bagchi, *Freedom in an Idiom of Loss: The Feminine in Partition Literature and Cinema*, in «Alumnus. Presidency College Alumni Association», Autumn, 1999, p. 53.

¹¹⁸ P. Chatterjee, «The Nationalist Resolution of the Women’s Question», in K. Sangari, S. Vaid, *Recasting Women. Essays in Indian Colonial History*, cit., p. 244.

¹¹⁹ Dans la Yougoslavie tronquée de l’an 2000, un pays en faillite, gangstérisé et où rien ne va plus, à la veille des énièmes élections de Milosevic, on s’étonne qu’il n’y ait pas de résistance non-nationaliste. C’est que cette dernière, existant à l’état potentiel mais non (suffisamment) organisé, ne peut pas être entendue ni admise là où tout l’espace public est pris par le régime et par l’“opposition” jusque dans l’écoute bien intentionnée des observateurs étrangers qui en reprennent naïvement les termes. Il faudra, en ce pays, changer non seulement le pouvoir, mais également cette “opposition” qui masque et prévient toute résistance, ayant usurpé sa place.

¹²⁰ R. Samaddar, «The Last Hurrah That Continues», ici-même.

les régions limitrophes. En ancienne Yougoslavie, par contre, la libération du fascisme de la deuxième guerre mondiale ne s'est pas faite sous une bannière uni-nationale, mais à partir d'un "front" commun et populaire des peuples et par la suite dans un rassemblement de tous au sein d'une communauté de républiques, unification fédérale qui n'aurait mérité en principe qu'un "patriotisme citoyen", mais jamais ethnique, national ou religieux. Au sein même du supposé patriotisme citoyen, jamais atteint, un excès de respect pour les nations par souci d'équilibre entre toutes, et par peur de cautionner le nationalisme majoritaire, renvoya la nation à un sentiment purement personnel et sans statut par rapport à la citoyenneté. Mais c'est le manque de société intégrée, de démocratie et d'articulation politique ainsi qu'un concours de circonstances, plutôt qu'un excès de nations, qui condamna la Yougoslavie, et ce qui est plus grave, provoqua les guerres.

La pluri-partition violente de la Yougoslavie commença en 1991 (les origines en sont antérieures et peuvent en être calculées autrement) et n'est pas terminée¹²¹. Un processus comparable de décomposition de l'Etat et de restructuration des nations est en cours dans l'ancienne Union Soviétique, dessinant à l'horizon de nouvelles secessions possibles¹²². De nombreux autres pays, régions ou villes de par le monde restent divisés, des sociétés, des communautés, des familles, des amis, des relations ont été coupés à diverses époques de l'histoire récente par des frontières: à part les brutales sections (post)coloniales, l'Allemagne, Chypre, la Corée, la Tchécoslovaquie, la Palestine, le Yémen, l'URSS, l'Irlande, et certainement d'autres, ont subi ce sort politique. Y a-t-il un schéma commun identifiable des partitions? Sans doute pas, mais des typologies sont possibles: il y a une différence marquée entre les partitions arrivant avec l'indépendance post-coloniale, et la plupart de celles de l'après 1989, nous l'avons vu (R. Kumar). Il y a, dans les deux cas, le fait d'une course en avant une fois le coup de départ de la division donné, avec une possibilité (bien qu'aucune certitude) de violence. Pour l'exemple yougoslave, l'un des livres rendant le mieux compte de cet engrenage est celui de Florence Hartmann, *Milosevic. La diagonale du fou*¹²³. Elle décrit avec précision, avec détail, mesure et une excellente documentation, tout l'enchaînement des événements qui ont mené au démantèlement de la Yougoslavie depuis 1990 jusqu'aux bombardements par l'OTAN de la Serbie. Cette *histoire* de la succession des "fatalités", où aucun élément n'est négligé, est faite avec un regard sur la personnalité de Milosevic. L'auteur prête à ce dernier, pour reconstruire une logique du désastre *a posteriori*, une rationalité et une préméditation de tout le dénouement qui n'étaient pas forcément présentes dans ses desseins ou ses actes (même si c'est tout comme s'ils l'étaient du point de vue des résultats). Cette tentative de rationalisation a l'avantage – pour la reconstruction, pour la narration et la représentation que nous ne pouvons pas ne pas nous en faire pour les comprendre – de les inscrire dans un raisonnement à la fois nationaliste et étatique. Ce qui finit par devenir en dernière analyse la vérité du déroulement de ces circonstances dans leur auto(re)production par le récit, même critique. La violence, elle, une fois déchaînée, suit son propre cours "indépendant" – et résiste à la compréhension, au récit qu'on en fait. Le constat du fait accompli l'emporte une fois de plus sur les alternatives écartées par et de l'histoire, et un livre relatant la suite des événements, même excellent comme c'est le cas du livre de F. Hartmann, ne peut qu'en rendre compte. Au coeur de la question, ce qui nous interpelle encore, c'est de savoir comment l'histoire d'une telle concaténation infinie ne peut elle-même rester qu'inachevée et inachevable.

¹²¹ La partition de la Bosnie-Herzégovine reste en suspens (impossible mais imposée), celle du Kosovo est gelée à l'état de fait, alors que celle du Monténégro (entre le nord pro-serbe et le sud autonomiste) est une éventualité (2000). Plus loins, le sort de la Macédoine qui possède aussi matière à partition, reste peu clair. Mais les partitions non-advenues ne sont pas obligées.

¹²² V. M. Minic, *Ratovi na Kosovu (1998/1999) i u Ceceniji (1994/1996)*, cit.

¹²³ F. Hartmann, *Milosevic. La diagonale du fou*, Paris, Denoël, 1999.

On voit bien cette interrogation surgir en filigrane à travers les travaux partisans, les parti-pris pour les (plus grandes) victimes, les livres qui prennent fait et cause pour ceux qui subissent l'agression¹²⁴. L'alignement *pour* les victimes – par souci de justice historique et aussi par la préoccupation justifiée d'arrêter une hécatombe et des horreurs pires encore¹²⁵ – part d'un fait devenu inaltérable et d'une histoire définitive. L'enquête historique elle-même dans tel cas sert à justifier le seul choix possible qu'on en fait déduire. Mais qu'il n'y ait pas d'alternative maintenant, ne veut pas dire qu'il n'y en ait pas eu par le passé. On en arrive à un déterminisme involontaire pour reprendre, magnifier et étendre toute la logique du conflit. On se situe dans le même affrontement et on mène à terme son raisonnement. On ne sort pas du paradigme donné¹²⁶. On a ainsi le sentiment que ce type de position occulte un problème – celui du sujet-agent de la rectification justicière. Pour elle, peu importe qui corrige le coupable (en l'occurrence les nationalistes serbes et leur régime) pourvu que le but soit atteint. Mais cela occulte le problème de l'arrêt narratif par lequel "nous" nous soustrayons (et excluons "notre" discours et nos actions) à une règle que "nous" voulons imposer à d'autres. Car le problème, non résolu, est celui de savoir *qui* a les cartes en règle pour entreprendre l'action punitive. Et "qui", cette question ne serait pas intéressante en soi, mais l'est parce que sa perspective est non seulement celle du passé (le crime) et du présent (le crime finalement arrêté, abstraction faite d'autres crimes survenus entre-temps) mais aussi celle de l'avenir. Quel avenir, justement? D'un point de vue pragmatique, il est immoral de poser cette question s'il y a urgence, et urgence il y avait bien, parce qu'elle mènerait à la paralysie. D'autre part, et surtout si le résultat se révèle mitigé après un certain temps, le fait d'éluder exprès la question du sujet et de s'interdire les questions sur la logique du conflit, sur les responsabilités de tous et en prenant en compte tous les participants, risque un jour d'interdire toute compréhension, prévision et surtout toute *prévention* possible d'événements futurs analogues ou subséquents. On se condamne à l'urgence réactive à jamais. Cela viendrait du fait que l'on choisit de ne pas voir son propre discours comme faisant partie de l'histoire en cause, mais de le voir comme extérieur. Si parler de l'intérieur d'un affrontement peut être juste (heureusement) il n'en reste pas moins qu'il y a des chances (heureusement, pas de fatalité) qu'on en perpétue le raisonnement. Mais c'est, au cas par cas, le contexte concrèt qui en décidera a posteriori. Et cet *a posteriori* de la raison historique est le désespoir d'une raison ouverte à l'avenir. Pour comprendre les événements récents du Kosovo/o dans leur contexte, le livre de F. Hartmann, celui de Brossat-Potel et le dernier de Michel Roux sont d'une grande utilité. Ce dernier expose en termes clairs le contexte politique en tenant compte de l'historique, partant d'une excellente connaissance de cette matière dont l'auteur, M. Roux, est l'un des meilleurs spécialistes¹²⁷.

La partition est-elle seulement un événement politique? N'y-a-t-il pas lieu à y déceler autre-chose, un partage préalable ou situé ailleurs, et dont *la* politique ne serait que l'une des expressions? Nous distinguons ainsi, pour plus de facilité conceptuelle, entre *le* politique, en tant que préalable et faisant partie de la condition humaine ou, plus exactement, du *karma*¹²⁸,

¹²⁴ Alain Brossat, Jean-Yves Potel, *Au miroir de la guerre. Réflexion sur la guerre au Kosovo*, De l'aube, 2000.

¹²⁵ Il ne s'agit pas ici de mettre en cause la qualité morale d'une telle approche. Nous en partageons entièrement le souci pour les victimes.

¹²⁶ Ces remarques n'ont pas pour objectif de dire qu'il ne fallait pas intervenir au Kosovo/o pour arrêter les déportations et les massacres. *Au contraire, il le fallait bien*. Il n'empêche que le problème de l'identité du sujet appelé à le faire reste entier. C'est à ce problème là que nous nous intéressons ici, de même qu'à la logique de l'intervention (des bombardements), forcément la même que celle du conflit qui en fut à l'origine.

¹²⁷ Michel Roux, *Le Kosovo: dix clés pour comprendre*, La Découverte, 1999; voir aussi: *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Maison des sciences de l'homme, No. 1, 1992.

¹²⁸ En aucun cas dans le sens de destin, comme le terme est souvent compris en Occident. Je prends *karma* dans le sens le plus large, comme expression de la solidarité de toutes les formes de vie. De ce point de vue,

et la politique, dérivée. *Le* politique n'est pas fatal, il n'est pas métaphysique, il est la condition du tort réel, et peut et doit être négocié sans que l'issue en soit assurée.

Nous poserons que ce qui se passe dans la "vie politique" au niveau des événements vient seulement après *du* politique dans le sens d'un *polemos*, d'un différend, d'une mésentente qui serait l'expression d'une injustice déterminée. Il nous importe peu ici de savoir quelles sont les différences entre le concept lyotardien de *différend*, le concept ranciérien de *mésentente*, le concept derridien de *différance*, ou le constat qu'un consensus non-avoué, et venant avec le langage lui-même, nous voue *a priori* à estimer vraie toute proposition énoncée par nous, ce qui revient à dire que nous sommes nécessairement biaisés au détriment d'autrui. Le politique, ici, serait justement cette injustice "préalable", "la part des sans-part", ou bien le fait que le "sens de l'un n'ait pas de signification dans le langage de l'autre" (définition lyotardienne du *différend*), disposition communément appelée aussi égoïsme. Ce préalable est soigneusement dissimulé pour sa part par chaque locuteur, et érigé en ordre social par le groupe dominant au moyens de l'opération d'universalisation d'un intérêt particulier, le sien. Il est néanmoins toujours historique. Lorsque le consensus n'est pas induit à l'amiable, la contrainte et la violence peuvent intervenir, de même que les partitions. Ainsi la violence, et donc la guerre, puis la partition, est rendue *possible mais non nécessaire*, par quelque-chose qui a été appelé différemment en philosophie et qui semble être plutôt une condition de la vie, échappant à toute tentative d'exhaustivité de la pensée. Nous l'appellerons le *paradoxe existentiel*.

Il convient de ne pas penser cette "injustice donnée", qui est historiquement déterminée, dans le concret, comme fatale, fondatrice, ou naturelle, car cela découragerait à l'avance non seulement toute résistance, toute activité politique, mais également toute recherche théorique à laquelle le politique, justement, *invite*. Il n'y a rien d'inéluctable du côté de la forme d'injustice du politique. Il convient de ne jamais arrêter le récit comme si nous n'en faisons pas partie. Le politique est ce qui appelle à la théorie et à la politique, et c'est plutôt le manque de ces derniers, la renonciation à la politique qui pose problème, et non l'inverse, en tout cas au regard de la philosophie occidentale¹²⁹.

Cinquante ans après les événements, il a été possible de relire la partition indienne, parce qu'avait eu lieu le passage à une deuxième génération qui pouvait encore s'informer auprès des protagonistes, mais arrivait, au contraire de ceux-ci, à mettre entre parenthèses la subjectivité propre, n'ayant justement pas été directement victime ou bourreau¹³⁰. La conscience d'une génération est aussi le résultat d'une dislocation par le processus de modernisation, écrit S. Kakar. Elle arrivait à se décentrer et à vivre le paradoxe existentiel. C'est cette plissure là qui permet un regard nouveau, pouvant donner espoir pour dire que si le politique est déjà là dans la vie, il l'est à la manière d'une béance qui inquiète toujours par l'injustice, mais qui n'est justement que menace. Il peut aussi être redressé par l'accès au politique, par la réflexion et par l'écoute du corps, des désirs et des multiples agencements imprévus, pour apprendre quelque chose de l'histoire et pour formuler des alternatives. L'im-

l'humanisme ne serait qu'un "speciesim" très partial. Ceci laisse entière la question du sujet et de sa localisation, que je n'aborde pas ici, mais qui mérite de rester notée pour quelque autre occasion: s'il n'est pas toujours question d'humains, qu'est-ce qu'un sujet, et que sont les droits de ces éventuels "sujets sous condition", "sujets incomplets": étrangers, sans-papiers, enfants, animaux, etc; quel est leur statut aux yeux du droit? Le concept deuleuzien de *pli* est peut-être encore le plus utile, ici, pour comprendre un sujet non figé, un sujet transculturel, en mouvement et lui-même multiple. Sa dimension politique, elle, dépend de son engagement actif ou non.

¹²⁹ R. Ivekovic, *La violenza della partizione*, in «aut-aut», Nos. 293-294, septembre-décembre 1999, Milan, pp. 68-78.

¹³⁰ Voir S. Kakar, *The Colors of Violence*, cit., p. 96. La question des générations doit être comprise en partie comme une métaphore, et plus concrètement comme la marche de l'histoire, et n'est ici en tant que telle que partiellement intéressante: les générations ne peuvent pas non plus être la limite du mouvement dont il est question par la suite. Sont à l'oeuvre aussi de grands chambardements époquaux.

prévu, c'est ce qui doit encore venir, sans que l'on en sache la forme. Mais il y a aussi de l'"imprévu passé", qui surgit lorsque l'on sort d'un carcan d'histoire officielle pour discerner clairement les éventualités possibles, ratées ou reportées, et qui montre que le choix qui a été fait n'était pas une fatalité bien qu'il le soit devenu par la logique de sa propre justification¹³¹. Lorsque l'on croit avoir donné toutes les réponses, les questions changent et les rendent caduques.

Le discours officiel arrêté sur la vérité prescrite de la nation et la bonne interprétation peut prendre l'apparence d'un consensus général, même s'il est assez visiblement forcé et imposé. Le "consensus national" fonctionne comme un dénominateur de base, un axiome à ne pas interroger. En douter équivaut à la trahison. Il se présente comme un dogme et un impératif. Il a de son côté le caractère de tout consensus (même "doux") qui tire sa légitimité de l'acte illocutoire lui-même et de l'acceptation – aux fins de la simple compréhension – de son véhicule linguistique, ce qui lui permet de stipuler la règle de l'acceptation préalable de la prescription même qui allait être l'objet du consensus. Dans cette circularité, ce déjà-là du consensus qui permet simplement aux humains de se comprendre avant encore toute vérité officielle forcée, il y a déjà un possible, un probable repli du et vers le même qui fait que nous sommes toujours déjà d'accord avec nous-mêmes et que les autres le sont aussi par rapport à l'instance hégémonique¹³². Il est difficile (mais point impossible) de s'en arracher, et impossible de sortir du langage pour en rendre compte. Le discours clos, lui, prétend faire exactement cela: s'extraire à la loi du langage pour la faire, juger mais ne pas se soumettre au jugement¹³³.

D'où les aberrantes "vérités nationales" et le "devoir de patriotisme" qui sont autant de diktats, souvent intériorisés. Les nouveaux Etats-nations martellent *ad nauseam* leur propre primauté *et se produisent* par là, ainsi que par une sélection de mémoire fragmentée qui ne se souvient que du propre martyr. "Se complaire dans l'état de victime devient l'âme de la nation", écrit encore R. Samaddar et, plus loin: "Avec la mémoire au service de la constitution de l'Etat et de la vérité de la consolidation de l'Etat¹³⁴, le passage du temps peut effacer les rides. La vérité de la mémoire remporte la victoire sur la vérité politique de l'époque".

Il faut dire qu'en Inde le chantier de recherche sur la partition a été ouvert en grande partie par des femmes aussi bien que par des historiens, et ce n'est qu'après les premiers livres de chercheuses telles qu'Urvashi Butalia, Veena Das, Ritu Menon, Kumkum Sangari, Tanika Sarkar, Jashodhara Bagchi et autres que le thème n'a plus été tabou, qu'il a pu dépasser l'interprétation officielle (d'après laquelle la faute est toujours aux autres et selon laquelle le conflit est binaire à l'exclusion de toute alternative ou complexité). Sinon le discours sur la partition était arrêté. Le triomphe de l'indépendance l'emportait sur l'échec de la scission. C'est à partir de ces nouveaux travaux que la partition a été introduite dans le champ des sciences humaines confondues: histoire, science politique, sociologie, anthropologie, psychologie, critique littéraire, se sont lancées sur ce "péché originaire" de l'Inde. On n'en sait pas suffisamment gré à ces premières chercheuses que de nombreux collègues ont rejoint par la suite. L'ouverture du champ témoigne d'un trauma collectif causé non seulement par les faits mais également par la contrainte de l'interprétation officielle, qui ne rendait pas compte du vécu et de l'expérience des gens. En particulier, elle ne rendait jamais compte

¹³¹ A propos de cette idée, comme sur toute la ligne, je dois beaucoup à R. Samaddar, surtout dans son texte "Birth of a Nation", cit., de même qu'à l'observation de l'effondrement de la Yougoslavie. Lire aussi R. Samaddar, *Nagaland's past in the crystal ball*, in «The Telegraph», 17 novembre 1999.

¹³² J. Poulain, *La condition démocratique*, Paris, L'Harmattan, 1998.

¹³³ P. Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

¹³⁴ Durant la période de l'exaltation nationaliste en Croatie pendant les années '90, on forgea un terme nouveau qui eut d'emblée, dans le contexte, une signification très positive: *državotvornost*, que l'on pourrait traduire par "esprit et propension à la constitution de l'Etat" et disposition "étatisante". Manquer de *državotvornost* était dénoncé pendant le régime de Tudjman par les nationalistes zélés.

du destin des femmes inscrites comme corps, et jamais comme citoyennes, dans la nation.

Dans le processus de la partition entre l'Inde et le Pakistan, les deux Etats se partagèrent les territoires, les biens, mais également les femmes. En dépit d'un paragraphe de l'accord entre les deux dominions qui stipule que personne ne sera renvoyé contre son gré vers l'autre pays, un autre paragraphe prévoit que les femmes et les mineurs séquestrés (ou "séquestrés") par l'"autre" communauté seront renvoyés dans leur pays et famille d'origine, même s'ils sont restés là où ils étaient alors que c'est la famille qui s'est exilée pour intégrer sa nation. Les deux gouvernements firent pendant plusieurs années la chasse aux femmes installées (de force et non; parfois par choix), mariées et ayant peut-être des enfants, pour les renvoyer même à leur corps défendant dans la religion plutôt que dans le territoire d'origine. Par ailleurs, les hommes, dans les émeutes inter-religieuses, ont souvent, et en quantité, assassiné ou induit au suicide les femmes de leur propre famille et communauté pour leur "épargner le viol" au mains des autres. Ils les ont aussi échangées contre la liberté¹³⁵. Cela passait pour de l'héroïsme et pour un sacrifice de la part des hommes, au profit de l'honneur de la religion et, aussi, de la nation en construction. Moins glorieux encore était le destin des survivantes. "L'honneur de la communauté ne permet pas que ses femmes soient violées"¹³⁶. Les chercheuses qui, les premières se sont intéressées à ce phénomène occulté sciamment pendant 50 ans l'ont fait à partir des silences et gênes captés dans les familles, et à partir de l'inadéquation perçue de l'identité nationale à elle-même. Urvashi Butalia écrit: [pendant la guerre] "quand les armées entrent dans les villages et les villes, les hommes fuient. Les femmes restent; elle se cachent, sachant bien qu'elles peuvent être violées et brutalisées, mais elles restent essayant de protéger leurs enfants, tentant de défendre les vieux et les malades, de préserver la maison et le foyer intacts. Nous pourrions alors poser la question: quels sont les vrais faiseurs de la nation, les hommes qui fuient, ou les femmes qui restent?"¹³⁷

Il est intéressant de comparer brièvement le traitement des viols de masse au nom de la nation (même si c'est par violeur individuel interposé) dans la partition de la Yougoslavie et celle de l'Inde. Dans le cas de l'Inde, on a tué les viols (matière à honte nationale) pendant 50 ans. Mais surtout, ils ont été recouverts par le thème du séquestre des femmes et par celui du fait qu'elles se sont retrouvées "spatialement" du mauvais côté, auprès d'une majorité de l'autre religion (hindoues au Pakistan, musulmanes en Inde). Dans les deux péninsules, elles n'ont guère eu la possibilité de ne pas choisir leur camp ethnique ou religieux. Quand elles ne l'ont pas fait, il leur a été assigné, ou bien elles sont restées invisibles, non pas à la manière de la transparence des victimes qui ne se comptent pas, mais en plus à la manière des choix historiques et des acteurs-sujets alternatifs occultés par la pensée définitive. Cependant, en ancienne Yougoslavie on a mis à jour les viols presque dès les événements et en même temps dès 1992. Le discours sur les viols participe ainsi de la même logique de surenchère nationaliste que les viols eux-mêmes. Car si le viol est sans aucun doute une arme de guerre, malheureusement très souvent le récit qu'on en fait l'est aussi. Le récit des viols en Bosnie qui eut le plus de succès de par le monde, fut celui des Serbes violentant, dans un projet délibéré d'épuration ethnique, des croates et musulmanes. Les nationalistes serbes lancèrent de leur côté, encore avant, leur narration sur le viol ethnique des femmes serbes par les Albanais (dès avant le conflit), mais eurent visiblement moins de succès à être entendus. Sans atténuer ne fût ce qu'un peu l'atrocité de ces violences, surtout en Bosnie-Herzégovine et au

¹³⁵ U. Butalia, *The Other Side of Silence*, cit., p. 159.

¹³⁶ U. Butalia, *ibidem*.

¹³⁷ U. Butalia, "Gender and Nation: Some Reflections from India", in *Gender and Nation*, sous la direction de R. Ivekovic et de Julie Mostov, en préparation chez "Nationalities Papers". Le cas est trop fréquent pour être dû au seul hasard: on rapporte le même phénomène pour la guerre civile au Guatemala. Les hommes fuyaient sans bagages, sans enfants, d'après eux avec l'accord des femmes. *Guatemala. Nunca mas, I, Impactos de la violencia*, Guatemala, 1998.

Kosova/o, ce qui est problématique dans leur présentation de la part de beaucoup d'auteurs, c'est le fait de reprendre *les termes (issus) du conflit* comme étant sa cause; c'est celui de nommer explicitement (en dehors de tout témoignage véritable et concret) les victimes comme "bosniaques musulmans ou croates catholiques", "paysans", "non serbes" et les perpétrateurs comme "serbes"¹³⁸. C'est un défaut méthodologique, une question de rapport à l'histoire – sera-t-elle fermée ou ouverte? Une histoire ainsi classée interdit de concevoir des solutions à venir autres qu'en termes déjà figés de l'advenu déjà classé, ceux-là même du conflit. Il n'est pas étonnant alors de voir que, dans le même texte, et à cause de cette faiblesse théorique de départ, on balance entre une "histoire politique" spécifique de la région et la nécessité de toujours s'expliquer sur le fait que l'on ne pense pas qu'il y ait une particularité balkanique dans l'affaire. Une histoire de la guerre des Balkans et, en elle, des viols et violences subies par les femmes, ne pourra pas se faire sans un retour critique sur le langage même qui les dit (nationaliste et non; serbe, croate et autre) et sur le nôtre (celui de l'auteur), en plus des récits de témoignage direct. Ce qui a lancé immédiatement le débat sur les viols en ancienne Yougoslavie, c'est la proximité et accessibilité d'une conscience féministe occidentale. Elle n'existait pas encore en Inde lors de la partition. Dès qu'elle se déploya, cette conscience critique et politique, féministe, s'empara en Inde du problème de la partition en permettant une relecture non-dogmatique. A la différence des Balkans, la distance de 50 ans permit aux chercheuses et auteures de ne *pas* se situer d'un côté ou de l'autre (en l'occurrence, indien ou pakistanais); ou bien d'essayer au moins de se décentrer par rapport à un discours ethno-nationaliste. C'est ce regard qui a permis non seulement les critiques féministes mais dans l'ensemble le commencement du grand déballage de l'histoire (auto-) critique de la partition indienne. Comme on peut le voir dans les travaux ici cités de K. Bhasin, R. Menon, K. Sangari, U. Butalia et autres, les témoins qu'elles ont interviewé n'ont pas toujours, même à distance de 50 ans, la possibilité de se distancier de leur appartenance communautaire (bien que beaucoup y soient arrivés): la victime elle-même n'est pas à l'abri du récit-cliché, de la narration arrêtée une fois pour toutes de l'événement traumatisant. C'est ainsi, aussi, après le silence, qu'elle entend se défendre et on peut le comprendre. On peut aussi comprendre la mémoire instrumentale et la mémoire manipulée (voir plus loin, Paolo Rumiz), car toute mémoire est construite après tout. Mais les ouvertures de la narration et de l'histoire sont ailleurs (aussi bien chez les survivants que chez les interprètes): là où parfois surgit le symptôme d'un indicible, indicible aussi bien en tant qu'événement (la résistance, par exemple, ou certaines de ses formes non répertoriées) qu'en tant qu'agent-sujet occulté et en tant qu'alternative. Dans les deux cas, les femmes se sont retrouvées dans cette position: victimes de séquestres et de viols (en plus d'autres violences, et on ne peut à proprement parler les séparer), et en même temps le signe de l'inarticulation de toutes les dimensions, de toute la profondeur des faits dans le cadre de la narration privilégiée, qui est aussi imprimée de l'intérêt d'un "sujet" dominant (ou plutôt d'un agent circonstanciel ou, d'une position subjectale forte). C'est de cela que parle, nous l'avons vu, Veena Das. Tout discours qui clôt la victime (et d'ailleurs qui n'y voit que l'aspect de victime), qui définit son contenu, qui dit son sujet, est un discours insuffisant même si bien-pensant, pour comprendre ce qui s'est passé. Mais surtout, il n'autorise aucune compréhension de ce qui est encore à venir de cette histoire qui, justement, n'est pas close même si son discours l'est. A ce propos Edward Saïd: "Personne n'est aujourd'hui purement *une* chose. Des labels comme «Indien» ou «femme» ou «musulman» ou «Américain» ne sont que des points de départ qui, si seule-

¹³⁸ Véronique Nahoum-Grappo, *La purification ethnique et les viols systématiques. Ex-Yougoslavie 1991-1995* dans «Clio», Nos. 4-5, 1997, numéro spécial «Guerres civiles», pp. 163-75. Egalement: «L'usage politique de la cruauté: l'épuration ethnique (ex-Yougoslavie, 1991-1995)», in: F. Héritier (séminaire de), *De la violence*, I, Paris, Odile Jacob, 1996, pp. 273-325.

ment suivis jusque dans l'expérience réelle pour un instant seront vite abandonnés. L'impérialisme a consolidé le mélange des cultures et des identités à échelle globale. Mais son pire cadeau et le plus paradoxal a été de permettre aux gens de croire qu'ils pouvaient être simplement, principalement, exclusivement, blancs, ou noir, Occidentaux ou Orientaux¹³⁹.

Comme la construction de l'ego et du sujet s'appuie sur, et prend modèle en, celle de la famille (rapports des sexes et hiérarchie), celle de la communauté et celle de l'Etat (il s'agit d'une structure verticale hiérarchique) pour établir sa sécurité et ses rapports avec le pouvoir, la désagrégation de la société et l'effondrement de l'Etat sont accompagnés d'un grand désarroi psychique et souvent de formes aiguës de déviance, de violence, de déstructuration des relations familiales et du lien social¹⁴⁰. Ce type d'interrelations entre le socio-politique et le psychique témoigne de tout un champ psycho-politique¹⁴¹. Celui-ci est ouvert bien avant les grands moments de crise extrême, même s'il n'est pas toujours perçu. La dépendance de l'individu des autres, de la communauté et de sa structuration, indique un espace de réciprocité et d'origine dans l'autre que l'instinct de lutte pour la survie – parfois, ainsi que le *principe d'identité* lié au pouvoir, toujours – préfèrent taire. C'est ainsi que le *désir*, qui est la reconnaissance, même involontaire, de la dette envers l'autre, peut être mis en porte-à-faux ou peut faire basculer l'ensemble. Sa neutralisation qui peut prendre par période des proportions globales comme le montre bien Fabio Ciaramelli¹⁴², mène à une anesthésie dangereuse car politiquement, socialement démobilisante. Elle désactive la tension politique et érotique. La concordance de la construction de l'ego et de la communauté en cohérence et en un ensemble relativement stable nous indiquent l'importance générale (indépendamment de l'affiliation en question) de la psychologie du pouvoir et de l'importance du groupe culturel (dit "ethnique", "religieux" ou autre). Le recours de l'individu au groupe lui est salutaire dans les situations de désarroi. "Le groupe culturel qui met en avant la «primordialité» relative aux mythes, mémoires, valeurs et symboles partagés, assume une fonction de guérison vitale. L'un de ses aspects les plus importants est celui de remplacer les sentiments de perte par ceux de l'amour", écrit S. Kakar¹⁴³. C'est ainsi que la hiérarchie et un ordre inégalitaire peuvent être psychologiquement "salutaires" face au désordre insécurisant de l'"autonomie" exacerbée ayant porté à l'érosion du lien social.

Quelque-chose de l'ordre de cette ambiguïté, toute proportion gardée, est vécu dans cette explosion¹⁴⁴ de violence que représentent les guerres de partition puis le douloureux divorce lui-même, où des cultures, des langues, des familles, des régions, des villes, des pays, des amis se retrouvent arrachés les uns aux autres, incommunicants et soudain traversés par des frontières.

Dans un contexte de désintégration sociale et de brutalité, il y a aussi plus de chances que les identités, aussi bien individuelles que collectives, soient morcelées, ce qui reproduit à son tour le traumatisme et la violence: "Peut-être le besoin de se défendre contre un soi vidé et fragmenté et contre une expérience extérieure de dépression, contribue-t-il à l'édification d'une hyper-activité défensive où la cohésion du soi est restaurée et immédiatement expérimentée par une explosion dans l'action violente. L'excitation de la violence devient la plus

¹³⁹ E. Saïd, *Culture and Imperialism*, New York, Vintage Books, 1994 (1st 1993), p. 336.

¹⁴⁰ *Guatemala. Memoria del silencio. Informe de la Comisión para el Esclarecimiento Histórico*, Voll. 1-15, Guatemala de la Asunción, 1999; *Guatemala. Nunca mas*, Guatemala, 1998; Amanda Pop Bol, «Racismo y Machismo: deshilando la opresión», in Moma MacLeod y M. Luisa Cabrera Pérez-Armiñan (compiladoras), *Identidad: rostros sin máscara (Reflexiones sobre Cosmovisión, Género y Etnicidad)*, Guatemala, Programa educativo CAA, 2000. Voir également S. Kakar, *The Colors of Violence*, cit.

¹⁴¹ Rada Ivekovic, *Autopsia dei Balcani. Saggio di psico-politica*, Milan, Raffaello Cortina, 1999; Ashis Nandy, *The Intimate Enemy. Loss and Recovery of Self under Colonialism*, Delhi, OUP, 1983; S. Kakar, *op. cit.*

¹⁴² Fabio Ciaramelli, *La distruzione del desiderio. Il narcisismo nell'epoca del consumo di massa*, Bari, Dedalo, 2000.

¹⁴³ S. Kakar, *The Colors of Violence*, cit., p. 148.

¹⁴⁴ Robin Blackburn (ed.), *Explosion in the Sub-Continent*, Penguin, 1972.

grande confirmation qu'on est psychiquement encore en vie, une confirmation de la propre existence", écrit S. Kakar¹⁴⁵.

Les frontières intérieures aussi bien qu'extérieures sont au centre de l'étonnant livre de R. Menon et de K. Bhasin, *Borders & Boundaries*¹⁴⁶ qui montre combien il faut de forçage et de restructuration du rapport entre les sexes pour tracer des frontières entre les Etats et produire des nations. Car la reconfiguration du rapport des sexes (toujours dans la soumission des femmes) est le traçage même des frontières, de l'invention de l'autre. Pour qu'il y ait des délimitations entre les pays et pour qu'elles tiennent, on commencera par établir l'apartheid des sexes. La partition du sub-continent indien, fut elle-même, ou se fit par, une reconfiguration du rapport des sexes. C'est *une même violence* qui est, à un bout, la brutalisation des femmes par leurs propres hommes (séquestres, incitation au suicide, viols), et à l'autre la constitution de la nation et de l'Etat par la possession des femmes. L'identité et l'honneur de la nation sont non pas remis aux mains des femmes, comme on le dit, mais situés dans leur traitement tel qu'il en fait les garantes dans leurs corps surveillés. La nation a bien sûr son origine dans dans le ventre d'une femme (elle est par définition ce qui est né de...), mais à condition que la femme soit résignée et consentante, et qu'elle participe elle-même à l'occultation de ce mécanisme. De même que la violence envers l'autre communauté est le plus efficacement perpétrée contre ses femmes, par la souillure infligée pendant les émeutes et la partition, la normalisation et le rétablissement de l'ordre exigent la régulation de la sexualité féminine et son contrôle, écrivent R. Menon et K. Bhasin¹⁴⁷. Mais il y a au moins une continuité entre la partition et la post-partition, et c'est la continuité de la violence envers les femmes qui forge les deux nations: de violences subies aux mains des hommes et de la communauté, les femmes passent à souffrir la violence de l'Etat, des deux Etats, qui décident de "restituer" les femmes à leur religion/ethnie/Etat même contre leur gré. Et cette violence est instrumentale à la construction de l'Etat et de la nation. "Rendre" les femmes, disent encore R. Menon et K. Bhasin, n'était pas du tout fait dans l'esprit de restituer des *citoyens* manquants mais plutôt des membres de communautés religieuses et culturelles¹⁴⁸. Le livre de K. Bhasin et de R. Menon, outre à apporter de nombreux témoignages, a aussi l'avantage de publier l'Acte sur les personnes séquestrées de 1949. Celui-ci limite la citoyenneté des femmes à la seule appartenance à une communauté religieuse (et limite par extension, toute citoyenneté) outre à les rendre mineures. L'incidence sur la construction de l'Etat et sur une improbable démocratie ne peut qu'en être déduite.

Faute d'avoir su prévoir une intégration européenne inclusive par delà 1989, et d'avoir su incorporer la Yougoslavie avant sa décomposition, la Communauté Européenne s'est construite par une série de guerres à ses frontières de l'Est. Ceux qui ont combattu et combattent encore, intégrés un jour à l'Europe mais d'une série de massacres trop tard pour les victimes, se demanderont peut-être pourquoi ils se sont évertués à se séparer si c'était pour se rejoindre plus tard à nouveau au sein d'un même ensemble, mais plus grand cette fois, et garant plus sûr seulement en apparence peut-être, seulement jusqu'à la prochaine guerre? Cherchant refuge en Europe comme si celle-ci n'était pas constituée par exactement ces mêmes principes.

¹⁴⁵ S. Kakar, *op. cit.*, p. 81; R. Konstantinovic, "plus le sentiment de réalité est petit, plus est grande la nécessité de violence" (*Filozofija palanke*, Belgrade, Nolit, 1981, p. 67). Theweleit s'exprime de la même manière: "Ainsi l'assassinat deviendra la preuve la plus directe de la propre réalité", *Männerphantasien*, Francfort s.M. - Bâle, Verlag Roter Stern, 1977, 1978 (3e édition).

¹⁴⁶ Ritu Menon, Kamla Bhasin, *Borders and Boundaries. Women in India's Partition*, Rutgers University Press, 1998; Ranabir Samaddar, "The Marginal Nation", *cit.*

¹⁴⁷ Menon, Bhasin, *op. cit.*, p. 108.

¹⁴⁸ Menon, Bhasin, *op. cit.*, p. 161.